



Observatoire de l'Action Gouvernementale (O.A.G.) asbl

Siège social : Bujumbura -Burundi * B.P.:3113 Bujumbura

Tél.:22 21 88 20 * E-mail:oag@telema.bi Site Web:www.oag.bi

ANALYSE DE LA POLITIQUE GENERALE DES PRIX DES PRODUITS STRATEGIQUES AU BURUNDI

Bujumbura, Novembre 2008

REMERCIEMENTS

Au terme de la présente analyse, l'Observatoire de l'Action Gouvernementale tient à remercier le Consultant, Dr SIGEJEJE Cyrille, pour son apport précieux dans l'analyse de la politique générale des prix des produits stratégiques au Burundi.

Ses remerciements vont également à l'endroit des membres du comité de pilotage et de lecture en l'occurrence :

Madame Pascasie KANA, Trésorière de l'Observatoire de l'Action Gouvernementale, Membre du Comité de Pilotage ;

Madame Floride AHITUNGIYE, Membre de l'Observatoire de l'Action Gouvernementale, Membre du Comité de Pilotage ;

Monsieur Cyriaque NZIRORERA, Chef du Département de l'Economie Politique à la Faculté des Sciences Economiques et Administratives de l'Université du Burundi, Lecteur Indépendant ;

Monsieur Sébastien NZIMANA, Conseiller au Département du Commerce Intérieur du Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, Lecteur Indépendant ;

Monsieur Déogratias NZUNOGERA, Chargé de Programmes à l'Observatoire de l'Action Gouvernementale, Membre du Comité de Pilotage.

Ses remerciements vont enfin à l'endroit de l'ONG Canadienne Développement et Paix pour son appui financier.

TABLE DES MATIERES

	Page
REMERCIEMENTS	3
TABLE DES MATIERES.....	5
SIGLES ET ABREVIATIONS	9
RESUME EXECUTIF	11
O.INTRODUCTION GENERALE	17
0.1. Préliminaires	17
0.2. Objectifs de l'analyse	18
0.3. Méthodologie de travail	18
0.4. Notion de produits stratégiques au Burundi	20
Chapitre I : EVOLUTION DES PRIX D'UNE DIZAINE DE PRODUITS STRATEGIQUES : ANALYSE DESCRIPTIVE	23
1. Tableau et graphique pour l'année 1998	23
2. Tableau et graphique pour l'année 1999	25
3. Tableau et graphique pour l'année 2000	27
4. Tableau et graphique pour l'année 2001	29
5. Tableau et graphique pour l'année 2002	31
6. Tableau et graphique pour l'année 2003	33
7. Tableau et graphique pour l'année 2004	35
8. Tableau et graphique pour l'année 2005	37
9. Tableau et graphique pour l'année 2006	39
10. Tableau et graphique pour l'année 2007	41
11. Tableau et graphique pour les années 1999 à 2007	43

	6
Chapitre II : FACTEURS D'EVOLUTION DES PRIX D'UNE DIZAINE DE PRODUITS STRATEGIQUES.....	45
1. Facteurs d'évolution tirés des tableaux et graphiques de 1998 à 2000.	45
2. Facteurs d'évolution tirés des tableaux de 2001 et 2002	47
3. Facteurs d'évolution tirés des tableaux et graphiques de 2003 à 2004.	49
4. Facteurs d'évolution tirés des tableaux et graphiques de 2005 à 2007.	51
5. Facteurs d'évolution tirés des tableaux et graphiques pour la période 1998 - 2007.....	52
Chap. III : MESURES ET COMPORTEMENTS DES DIFFERENTS ACTEURS ET PROPOSITIONS DE POLITIQUE POUR STABILISER LES PRIX DES PRODUITS STRATEGIQUES...	54
1. Mesures et comportements des différents acteurs du marché des produits stratégiques.....	54
1.1. Les acteurs du marché	54
1.2. Les mesures et comportements des acteurs	54
a) Le recours à la plainte et à la résignation	55
b) Le recours à la réduction de la taxation	55
c) Le recours à la gratuité et aux assistances multiformes	56
d) Le recours aux blocages administratifs de la hausse des prix	56
e) Les pénuries spéculatives des vendeurs	57
f) La corruption et les autres malversations économiques et financières..	57
2. Propositions de mesures de politique pour stabiliser le marché des produits stratégiques	58
2.1. Du secteur carburant	58
a) Le suivi des leçons à tirer du comportement du carburant sur le marché mondial	59

	7
b) La gestion intérieure responsable du secteur carburant	61
2.2. De la production pour l'exportation	62
2.3. De la production pour la consommation intérieure	63
2.4. De la libéralisation et de la privatisation de l'économie et du commerce	65
CONCLUSIONS	67
QUELQUES SOURCES ET REFERENCES	70
ANNEXES	71

Sigles et abréviations utilisés

ABUCO : Association Burundaise des Consommateurs

ASPB : Association des Sociétés Pétrolières du Burundi

BRARUDI : Brasseries et Limonaderies du Burundi

CNUCED : Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement

FMI : Fonds Monétaire International

FRPC : Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance

ISTEEBU : Institut des Statistiques et Etudes Economiques du Burundi

PCE : Protection contre les Chocs Exogènes

SOSUMO : Société Sucrière du Moso

RESUME EXECUTIF

A. CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Alors que plus de 54% de la population burundaise vivent de moins d'un dollar par jour et qu'ils vivent ainsi en dessous du seuil monétaire de pauvreté, les prix des produits de première nécessité connaissent une envolée sans cesse croissante.

Malheureusement, cette flambée continue des prix des produits de base est un phénomène qui n'inquiète que depuis peu. Auparavant, seules les populations pauvres en souffraient. Aujourd'hui, le niveau général des prix est arrivé à un seuil critique qui rend l'accessibilité à certains produits de première nécessité très difficile même pour les classes moyennes. Par peur notamment de retomber dans les classes moyennes et de subir de plein fouet les effets de la hausse vertigineuse des prix, bien de hauts responsables s'adonnent aux pratiques de corruption et autres malversations économiques et financières pour s'en protéger.

L'Observatoire de l'Action Gouvernementale a ainsi commandité une analyse de la politique générale des prix des produits stratégiques au Burundi pour éclairer l'opinion en général et les consommateurs en particulier sur les facteurs d'évolution du marché et des prix des produits stratégiques au Burundi, ainsi que sur les mesures à mettre en oeuvre pour stabiliser le marché de ces produits. Les produits comme le carburant (Essence), la bière primus, le sucre, le palmier à huile, le haricot sec, le riz, l'eau et l'électricité de la REGIDESO ont été pris comme éléments d'échantillonnage de l'étude.

B. CONSTATS ET CONSIDERATIONS

1. Entre 1999 et 2007, les prix des produits ont varié de 470 FBU à 1.400 FBU pour le litre d'essence ; de 323,9 FBU à 528,1 FBU pour le kg de haricot sec ordinaire ; de 152,4 FBU à 329,7 FBU pour le kg de pomme de terre locale ; de 540 FBU à 635,4 FBU pour le kg de riz karundi local ; de 426,2 FBU à 750 FBU pour le kg de sucre cristal SOSUMO ; de 318 FBU à 671,4 FBU pour les 75 cl d'huile de

palme ; de 378 FBU à 600 FBU pour les 72 cl de bière primus ; de 12,9 FBU à 41 FBU pour un kwh d'électricité ; de 42,1 FBU à 86 FBU pour un m³ d'eau ; de 50 FBU à 220 FBU pour le ticket de bus en mairie de Bujumbura.

2. En analysant tous les points significatifs de la hausse du prix du carburant de 1998 à 2007, on observera que certains produits de première nécessité ont souvent eu une allure pratiquement proportionnelle à l'allure que prenait la hausse des prix du carburant. C'est le cas des produits vivriers comme le haricot, la pomme de terre et le riz local, même si les écarts entre 1997 et 2007 ne répondent pas à la même règle proportionnelle.
3. Le service de transport est le plus sensible à la montée du prix des carburants et il entraîne la hausse des autres prix, surtout ceux des produits agricoles qui quittent le milieu rural ou l'extérieur (pour peu) pour alimenter les centres urbains.
4. La dépréciation de la monnaie burundaise et l'évolution des cours mondiaux des intrants qu'utilise la BRARUDI sont entre autres des éléments déterminants pour les prix de ses produits. Des fois , l'opinion croit même que les prix peuvent être stabilisés par une qualité inférieure de la bière notamment PRIMUS due à une substitution du houblon par des produits locaux moins chers.
5. D'autres produits comme l'eau et l'électricité ou le sucre ont des prix dirigés avec une influence moindre des prix du pétrole.
6. Quant au sucre, la recherche des monnaies fortes tant par le Gouvernement que par les commerçants peut momentanément provoquer une pénurie suivie par une hausse du prix de ce produit qui, parfois, est remplacé par le sucre importé et plus cher.
7. Le palmier à huile suit plus la loi de l'offre et de la demande ; ses prix sont influencés essentiellement par la production disponible sur le marché.

8. La hausse des prix du carburant qui entraîne généralement la hausse des prix de bien d'autres produits de première nécessité est elle-même due à trois facteurs que sont la hausse des cours de ce produit sur le marché international, la dépréciation de la monnaie burundaise par rapport aux monnaies d'importation, ainsi que la mauvaise gestion du secteur carburant.
9. Les mesures et comportements des différents acteurs du marché à l'occasion de la hausse des prix sont fortement critiquables. Il s'agit généralement du recours à la plainte et à la résignation de la taxation souvent pour des raisons politiques ou politiciennes, du recours des pouvoirs publics à la réduction de la taxation souvent pour des raisons politiques ou politiciennes, du recours à la gratuité et aux assistances multiformes, du recours aux blocages administratifs de la hausse des prix, du recours aux pénuries spéculatives des vendeurs et, enfin, du recours à la corruption et aux autres malversations économiques et financières.
10. En lieu et place de la plainte et de la résignation pourquoi la population ne se bat-elle pas pour produire plus ? Pourquoi elle ne repense pas ses habitudes de consommation pour les adapter à ses besoins essentiels ?
11. En lieu et place de la suppression ou de la réduction de la taxation, ou complémentairement à cette réduction ou à cette suppression, pourquoi ne pas penser à enrichir la population pour qu'elle soit capable de supporter cette taxation ?
12. En lieu et place de la gratuité et des assistances multiformes, pourquoi ne pas songer à enrichir la population pour qu'elle soit en mesure de satisfaire à ses besoins sans devoir s'appliquer à la mendicité ?
13. En lieu et place des blocages administratifs de la hausse des prix, pourquoi ne pas chercher à enrichir la population pour qu'elle soit en mesure de payer les services à leur vrai prix ?

14. En lieu et place de pénuries spéculatives qui désorganisent tout autant le commerce et l'administration sans nécessairement profiter globalement à ses auteurs, pourquoi ne pas se battre pour une économie saine basée sur la production des richesses et leur répartition équitable ?
15. De manière générale une bonne politique économique orientée vers la stabilisation des prix de première nécessité devrait essentiellement reposer sur au moins 3 piliers :
 - une augmentation croissante de la production à la fois pour la consommation intérieure que pour l'exportation ;
 - des mesures économiques et financières tendant à stabiliser la monnaie nationale ;
 - une gestion économiquement saine du secteur carburant.

C. CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Conclusions

Le Burundi n'a pas les moyens de combattre la hausse des prix sur le marché international, comme la hausse des prix des produits pétroliers. Mais il a les moyens, dans un cadre de vision globale du développement économique et social, de réfléchir et d'agir sur les piliers qui sont à sa portée. D'où les recommandations à l'endroit des différents acteurs.

Recommandations

Dans la perspective de répondre aux attentes des populations sur la question de stabiliser les prix des produits stratégiques les pouvoirs publics pourraient :

- Aider et encadrer les couches compétentes de la population pour que celles-ci soient proactives, notamment en cherchant les voies et moyens de plus de production dans le pays ;

- Eviter de recourir à la réduction de la taxation, aux blocages administratifs de hausse des prix, à la gratuité et aux assistances multiformes lorsque ces formes d'intervention risquent d'aboutir à des solutions artificielles et superficielles qui pervertissent le jeu des équilibres économiques du fait du refus de la vérité des prix ; dégager plutôt des alternatives de solutions orientées vers plus de production pour donner aux populations les moyens économiques et monétaires qui permettent de juguler les effets de la hausse des prix si cette dernière doit intervenir ;
- Eviter de recourir à la corruption et autres malversations économiques et financières qui peuvent être les causes d'évictions politiques et administratives, avec le risque de sanctions pénales ; réfléchir plutôt profondément dans le sens de créer et d'asseoir des politiques économiques et sociales qui permettent aux concernés de ne pas craindre de redevenir des citoyens ordinaires lorsque les mandats politico administratifs prennent fin ;
- Se donner les moyens de contribuer aux réflexions internationales qui tendent à stabiliser les prix du carburant ;
- Mieux gérer le secteur carburant en le libérant des textes administratifs et contractuels qui y nourrissent la corruption et autres malversations économiques et financières en même temps qu'ils en renchérisent les prix.

Recommandations à l'endroit des vendeurs

Au lieu de se complaire dans les pénuries spéculatives sur certains produits, et éviter ainsi le risque de sanctions administratives et pénales, les vendeurs des produits stratégiques devraient orienter leurs actions dans un syndicalisme positif qui aiderait à :

- Faire pression sur l'Etat pour qu'il conçoive et mette en application des politiques économiques orientées vers plus de production pour réduire les hausses des prix ;

- Stimuler le syndicalisme des acheteurs pour qu'ils fassent le même genre de pression sur l'Etat.

Recommandations à l'endroit des acheteurs

En lieu et place d'attitudes de plainte et de résignation, les acheteurs devraient s'orienter résolument vers plus de syndicalisme positif pour :

- Faire pression sur l'Etat pour qu'il conçoive et mette en application des politiques économiques orientées vers plus de production pour réduire les hausses des prix ;
- Développer des propositions à adresser aux pouvoirs publics dans le sens d'alternative en cas de hausse des prix et dans le sens de plus de production pour la stabilisation des prix.

0. INTRODUCTION GENERALE

0.1. Préliminaires

La population burundaise mène une vie difficile ces dernières années. Son pouvoir d'achat s'est sensiblement effrité. L'accès aux services sociaux de base est devenu quasi impossible pour une grande majorité. Plus de 54% vivent de moins d'un dollar par jour. Ils vivent en dessous du seuil monétaire de pauvreté¹. Et pendant ce temps, les prix des produits de première nécessité connaissent une envolée sans cesse croissante.

La crise sociopolitique a contribué à l'aggravation de la situation. Certes comme un facteur conjoncturel. Des facteurs plus permanents, de tendance plutôt structurelle, comme les prix continuellement élevés du carburant, la diminution drastique de la production consécutive aux perturbations climatiques, la démographie galopante et l'exiguïté des terres arables, des conditions légales et réglementaires peu favorables à l'environnement des affaires et des investissements, la dépréciation continue de la monnaie burundaise par rapport aux monnaies fortes assombrissant le présent d'un peuple qui doit pourtant croire à un avenir meilleur.

La flambée des prix des produits de base est un phénomène qui n'inquiète que depuis peu, probablement parce qu'auparavant seules les populations pauvres en souffraient. Aujourd'hui le niveau général des prix est arrivé à un seuil critique qui rend l'accessibilité à certains produits de première nécessité très difficile même pour les classes moyennes. Et, par peur notamment de retomber dans les classes moyennes et de subir de plein fouet les effets de la flambée des prix, bien de hauts responsables s'adonnent aux pratiques de corruption et autres malversations économiques et financières pour s'en protéger.

C'est dans ce contexte que l'Observatoire de l'Action Gouvernementale a commandité cette analyse en vue d'éclairer l'opinion en général, et les consommateurs en particulier, sur les facteurs d'évolution du marché et des

¹ Voir Rapport mondial sur le développement humain 2007/2008.

prix des produits stratégiques au Burundi, ainsi que sur les mesures à mettre en oeuvre pour stabiliser le marché de ces produits. Les produits comme le carburant (Essence), la bière primus, le sucre, le palmier à huile, le haricot sec, le riz, l'eau et l'électricité de la REGIDESO ont été pris comme éléments d'échantillonnage de l'étude.

0.2. Objectifs de l'analyse

a) Objectif global

L'étude cherche à contribuer à asseoir une politique de stabilisation du marché et des prix des produits stratégiques au Burundi.

b) Objectifs spécifiques

Les objectifs spécifiques poursuivis par cette étude sont les suivants :

- 1) faire une analyse sur les facteurs d'évolution des prix des produits stratégiques au Burundi ;
- 2) faire une critique des mesures et comportements des différents acteurs du marché des produits stratégiques au Burundi ;
- 3) faire une analyse comparative, en matière des taux d'impôts, par rapport à certains autres pays de la sous région ;
- 4) proposer des mesures de politique qui pourraient stabiliser le marché et les prix des produits stratégiques au Burundi.

0.3. Méthodologie de travail

Le présent travail a consisté principalement dans l'exploitation de documents publiés par les journaux comme « Net press » et « Le Renouveau », de décisions prises surtout par le Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme, des publications faites sur la gestion du secteur pétrolier, de publications de la Cour des comptes, d'analyses d'organisations de la

société civile, avant de procéder à une consolidation de ces éléments pour dégager l'évolution des prix de certains produits considérés comme essentiels.

Des entretiens ont eu également lieu avec des officiels dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est (Rwanda, Kenya, Tanzanie et Ouganda), avec des représentants du Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme du Burundi, avec des pétroliers du Burundi, avec des cadres de la REGIDESO, ainsi qu'avec des représentants des consommateurs.

De cette précédente démarche, il a été fait une analyse de l'évolution des prix des produits stratégiques et il a été dégagé les principales causes de la volatilité de ces prix.

Il avait été pensé de faire une analyse comparée profonde de la fiscalité sur les produits stratégiques dans la sous région. Mais les résultats de la démarche décrite ci haut ont amené à relativiser l'utilité de cet effort au regard du sujet développé.

Il a aussi été jugé peu utile d'approfondir la structure du marché et des prix des produits stratégiques pour les mêmes raisons². Le travail s'est limité à ce sujet sur des développements plutôt sommaires.

Enfin, le travail est clôturé par une formulation de mesures de politique pour stabiliser le marché des produits essentiels.

² L'on notera en effet que malgré l'éloignement du Burundi par rapport aux zones d'approvisionnement, du carburant en particulier, les données collectées dans la sous-région de l'Afrique de l'Est (Rwanda, Kenya, Tanzanie et Ouganda) montrent bel et bien que les prix à la pompe pour l'essence sont très proches de ceux observés au Burundi ; ce qui en fin de compte limite l'intérêt de faire une analyse comparée de la fiscalité. Ainsi, au début du mois d'octobre 2008, ces prix sont de 1800 FBU, 2060 FBU, 1966 FBU et 1760 FBU respectivement pour le Kenya, le Rwanda, l'Ouganda et la Tanzanie contre 1930 FBU au Burundi. Ceci prouve à suffisance que les prélèvements sont plus importants dans les pays voisins du Burundi.

0.4. Notion de produits stratégiques au BURUNDI

Les termes de référence de base de l'analyse de la politique générale des prix des produits stratégiques avaient suggéré de travailler sur le carburant, les produits de la BRARUDI, le sucre, l'eau et l'électricité estimant sans doute que c'était les produits stratégiques les plus importants pour le Burundi.

L'analyse de l'évolution des prix d'une dizaine de produits essentiels d'après un sondage sommaire montre que la confusion est entretenue entre le caractère stratégique, sensible ou de première nécessité.

Le carburant est un produit à la fois stratégique, sensible et de première nécessité. Il est stratégique parce que sa pénurie perturbe gravement l'ensemble des marchés des produits et des services. Il est sensible parce que ses prix influencent la variation des prix de beaucoup de produits, notamment en raison de ses effets sur le prix des transports. Il est de première nécessité parce qu'il est aujourd'hui impossible de s'en passer quel que soit le rang social de la personne que l'on considère.

Le haricot sec ordinaire, le riz sec et la banane verte sont aussi des produits à la fois stratégiques, sensibles et de première nécessité. Ce sont des produits stratégiques si l'on considère leur part dans l'alimentation et la santé des populations. Ce sont des produits sensibles parce que leur pénurie entraîne la déstabilisation du moral des populations, avec ses effets négatifs sur l'harmonie sociale. Ce sont des produits de première nécessité parce qu'il est difficile, pour ne pas dire impossible, pour une bonne partie de la population de s'en passer.

Le sucre cristal n'est pas nécessairement un produit ni sensible ni stratégique. D'abord parce que la variation de son prix est sans incidence notable sur les prix des autres produits. Ensuite parce que les éléments que le corps humain en tire sont dans beaucoup d'autres aliments que la population consomme à grande échelle comme la patate douce ou le manioc.

Il n'est pas un produit de première nécessité dans le contexte burundais, parce que beaucoup de populations peuvent s'en passer si un encadrement

adéquat est fait à son sujet. Il est en revanche un produit stratégique, parce que sa pénurie déstabilise la police et l'administration qui se distraient de leurs tâches habituelles et premières pour s'occuper de sa commercialisation, avec tous les effets pervers de corruption et autres malversations économiques et financières qui s'ensuivent.

L'huile de palme n'est ni un produit stratégique, ni un produit sensible, ni un produit de première nécessité. Il peut être remplacé par d'autres huiles pour son utilité à la consommation ; les variations de son prix sont pratiquement sans effet sur les prix des autres produits ; et on n'entend généralement pas de remous important quand il y a pénurie, le tout malgré sa consommation largement étendue dans le pays et malgré sa place importante dans le commerce des produits vivriers.

La bière primus, l'eau et l'électricité de la REGIDESO nourrissent un débat contradictoire quand à leur caractère stratégique, sensible et de première nécessité.

Ils sont nombreux à dire que la bière est un produit stratégique d'une part parce que sa consommation renfloue les caisses de l'Etat de façon considérable, et sensible d'autre part parce que les variations de son prix ont un effet sur le prix de certains produits vivriers comme le haricot sec, le manioc, la banane verte, etc... Mais ils sont nombreux aussi à dire que ce n'est pas un produit stratégique parce que d'une part elle pourrait être remplacée par d'autres produits qui nourriraient tout autant les caisses de l'Etat si on ne l'avait pas et parce que d'autre part les variations de son prix à la hausse n'influencent vraisemblablement le cours de certains autres produits que lorsque la production de ceux-ci est faible.

Il est une évidence que de manière générale l'eau et l'électricité sont des produits stratégiques, sensibles et de première nécessité. Mais il en est qui soutiennent que l'eau de la REGIDESO et l'électricité sont consommées par tellement peu de gens par rapport à l'ensemble de la population qu'il y a lieu d'y voir seulement des produits utiles qui ne revêtent ni le caractère stratégique, ni le caractère sensible, ni le caractère de première nécessité.

Le service de bus en ville est à relier avec le transport en général. Il est un produit sensible parce qu'il influence très fortement les prix des autres produits ; il est un produit de première nécessité parce qu'on ne saurait s'en passer ; il est un produit stratégique parce qu'il entraîne des remous quand il y a des changements dans le secteur.

Chapitre I : EVOLUTION DES PRIX D'UNE DIZAINNE DE PRODUITS STRATEGIQUES : ANALYSE DESCRIPTIVE

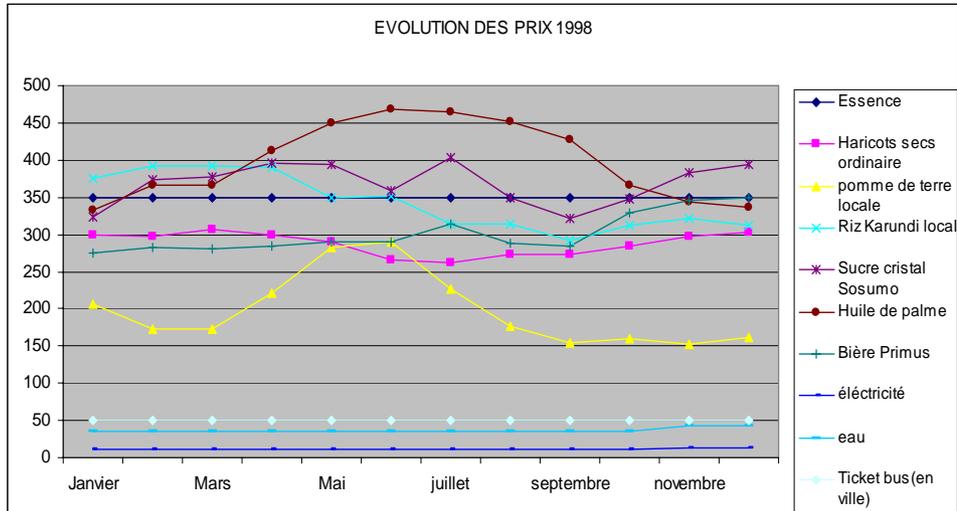
1. Tableau et graphique pour l'année 1998

Tableau n°1 : Evolution des prix à la consommation des ménages de Bujumbura au cours de l'année 1998

Produit	unité statistique	Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	Prix moyen annuel	Indice gnl annuel
Essence	1l	350	350	350	350	350	350	350	350	350	350	350	350	350	
Haricots secs ordinaire	1kg	299,1	298,3	307	298,8	290	265	262,2	272,6	273,5	284,7	298,3	303,1	287,7	
pomme de terre locale	1kg	206,7	172	172	221	283	289,3	227,3	177,2	155,1	160	153,2	160,9	198,1	
Riz Karundi local	1kg	376	391,5	392	390,7	349	351,8	314,9	313,7	292,4	312,5	320,8	313,1	343,2	
Sucre cristal Sosumo	1kg	322,5	373,9	377,5	396,5	394	358,9	403,5	349,7	321,1	347,9	382,1	393,3	368,4	
Huile de palme	75cl	333,3	366,2	366,2	412,5	450	469,2	465,3	452,2	427,5	366,6	344,6	336	399,1	
Bière Primus	72cl	275,4	282,3	280	285	290	289,7	315	287,5	283,8	328,1	345,6	350	280	
Électricité	1Kwh	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12	12,9	12,9	12,2	
Eau	1m	36	36	36	36	36	36	36	36	36	36	42,1	42,1	37	
Ticket bus(en ville)	1ticket	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	
indice général(prix cons.)		297,1	282,5	291,2	296	294,4	285,4	281,6	277,5	276,9	282,9	279,2	278,5		285,3

Source : Tableau confectionné à partir des données de l'ISTEEBU.

Graphique 1 : Evolution des prix au cours de l'année 1998



2. Tableau et graphique pour l'année 1999

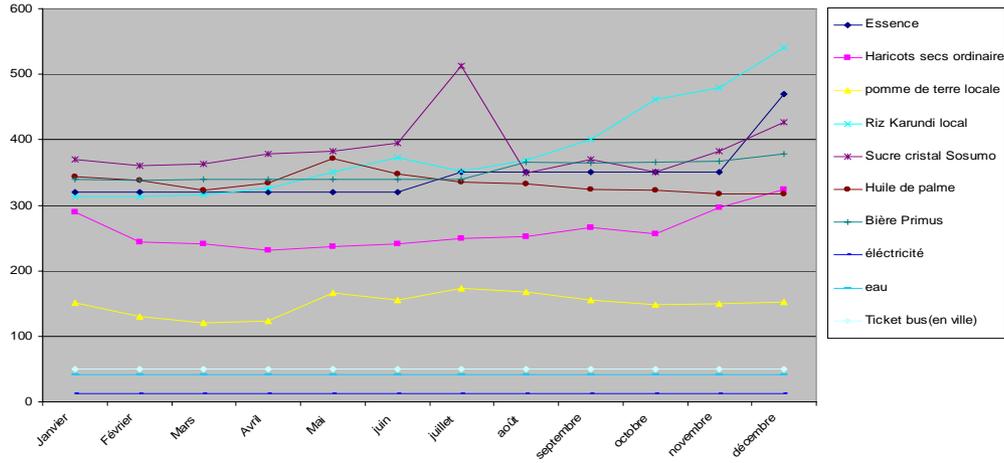
Tableau n°2 : Evolution des prix à la consommation des ménages de Bujumbura au cours de l'année 1999

Produit	unité statistique													Prix moyen annuel	Indice gnl moyen annuel
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre		
Essence	1l	320	320	320	320	320	320	350	350	350	350	350	470	345	
Haricots secs ordinaire	1kg	289,6	243,9	242	231	238	241	249	252	265,7	256,2	296,3	323,9	261,4	
pomme de terre locale	1kg	150,4	130,7	121	124	166	155	173	168	155,7	148,3	149,7	152,4	149,5	
Riz Karundi local	1kg	313,2	312,5	317	326	350	372	352	368	401,1	461	479,9	540	442,8	
Sucre cristal Sosumo	1kg	370,4	360,2	363	378	382	396	513	349	370	350	382,8	426,2	386,6	
Huile de palme	75cl	343,3	337,5	323	334	371	348	335	333	324,8	322,5	317,2	318	333,9	
Bière Primus	72cl	340	337,5	340	340	340	340	340	366	364,3	366,3	366,7	378	351,5	
électricité	1Kwh	12,9	12,9	12,9	12,9	13	12,9	12,9	13	12,9	12,9	12,9	12,9	12,9	
Eau	1m	42,1	42,1	42,1	42,1	42	42,1	42,1	42	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	
Ticket bus(en ville)	1ticket	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	50	
Indice général(prix cons.)		282,3	271,1	274	282	289	289	296	295	302	308	315	337		295

Source : Tableau confectionné à partir des données de l'ISTEEBU.

Graphique 2 : Evolution des prix au cours de l'année 1999

Evolution des prix en 1999



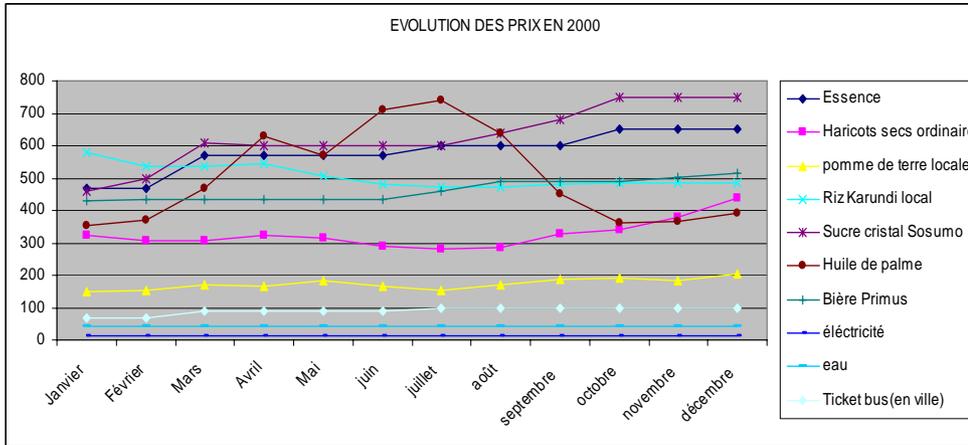
3. Tableau et graphique pour l'année 2000

Tableau n°3 : Evolution des prix à la consommation des ménages de Bujumbura au cours de l'année 2000

Produit	unité statistique													Prix moyen annuel	Indice gnl moyen annuel
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	juin	juillet	août	septembre	Octobre	novembre	décembre		
Essence	1l	470	470	570	570	570	570	600	600	600	650	650	650	580,8	
Haricots secs ordinaire	1kg	321,7	305,2	308,4	322,5	316,1	291	282,7	287	329,1	340	378,6	437,7	326,7	
pomme de terre locale	1kg	148,7	153,3	170,6	164,6	180,9	164,5	151,3	169,1	188,1	190,8	185	202,2	172,4	
Riz Karundi local	1kg	580,7	536,4	537,9	543,4	505,1	481,1	472,1	474,1	479,5	484,5	486,7	484,5	505,5	
Sucre cristal Sosumo	1kg	459,1	499,7	607,5	600	600	600	600	640	681,3	750	750	750	628,2	
Huile de palme	75cl	355	370	466,4	631,3	571,9	712,2	742,2	640	449,4	360,4	367,5	390,6	504,7	
Bière Primus	72cl	428,9	433,3	433,3	433,3	433,3	433,3	461,7	490	490	490	503,4	516,7	462,3	
électricité	1Kwh	12,9	12,9	12,9	12,9	12,9	12,9	12,9	12,9	12,9	12,9	12,9	12,9	12,9	
Eau	1m	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	42,1	
Ticket bus(en ville)	1ticket	70	70	90	90	90	90	100	100	100	100	100	100	91,7	
Indice général(prix cons.)		361,2	347,9	354,9	359	362,2	363,2	363,5	373,7	373,7	376,8	378,7	384,5		370,6

Source : Tableau confectionné à partir des données de l'ISTEEBU.

Graphique 3 : Evolution des prix au cours de l'année 2000



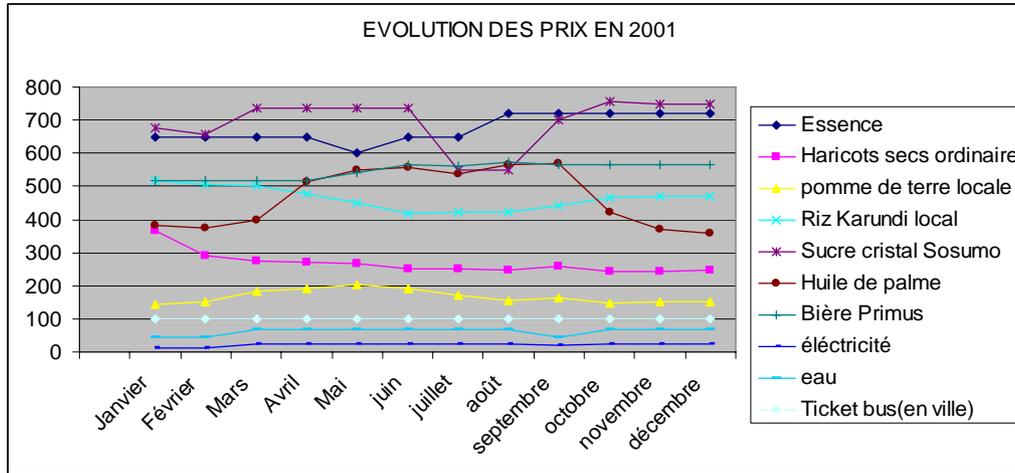
4. Tableau et graphique pour l'année 2001

Tableau n°4 : Evolution des prix à la consommation des ménages de Bujumbura au cours de l'année 2001

Produit	unité statistique													Prix moyen annuel	Indice moyen annuel
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	Novembre	décembre	gnl	
Essence	1l	650	650	650	650	600	650	650	720	720	720	720	720	675	
Haricots secs ordinaire	1kg	367,6	288,6	274	269	266	252	252,6	247,3	259,3	243,5	243,5	245	267,4	
pomme de terre locale	1kg	142,1	152,5	182	190	202	190	171,6	153,5	161,3	149	150	152,5	166,3	
Riz Karundi local	1kg	517	504,1	501	479	451	418	422,8	421,3	443,1	466,1	471,3	470,9	463,9	
Sucre cristal Sosumo	1kg	675	656,3	734	734	734	734	550	550	700	755	750	750	754,8	
Huile de palme	75cl	383,8	375	400	513	550	557	537,5	565	570,3	420	369,2	360	466,7	
Bière Primus	72cl	516,7	516,7	517	517	542	567	561,5	575	566,7	566,7	566,7	566,7	548,2	
Electricité	1Kwh	12,9	12,9	23,2	23,2	23,2	23	23,2	23,2	21,6	23,2	23,2	23,2	21,4	
Eau	1m	42,1	42,1	68	68	68	68	68	68	43,2	68	68	68	61,6	
Ticket bus (en ville)	1ticket	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	
Indice général (prix cons.)		381,8	399,3	408	411	407	404	399	393,9	404,2	400,1	399,4	399,6		400,6

Source : Tableau confectionné à partir des données de l'ISTEEBU.

Graphique 4 : Evolution des prix au cours de l'année 2001



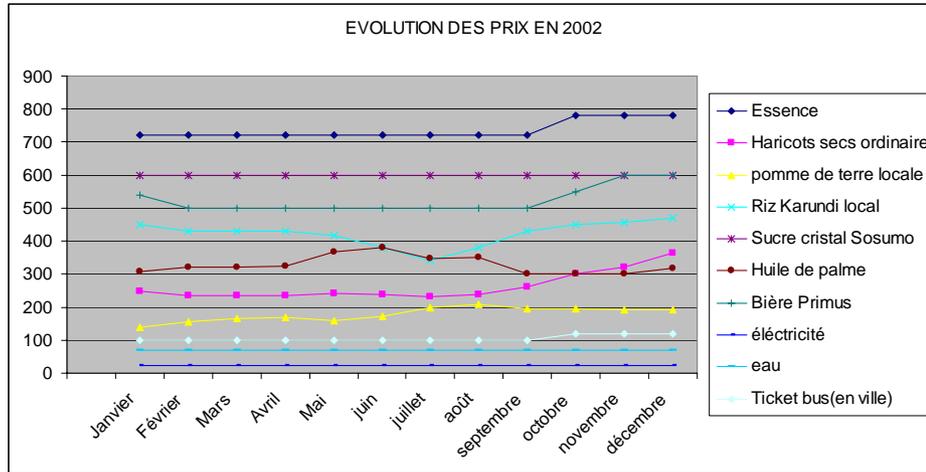
5. Tableau et graphique pour l'année 2002

Tableau n°5 : Evolution des prix à la consommation des ménages de Bujumbura au cours de l'année 2002

Produit	unité statistique													Prix moyen annuel	Indice gnl moyen annuel
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	juin	juillet	août	Septembre	octobre	novembre	décembre		
Essence	1l	720	720	720	720	720	720	720	720	720	780	780	780	735	
Haricots secs ordinaire	1kg	248,7	236,4	236	233,5	243	238	231,2	238	261,9	302,2	322,1	363	237,9	
pomme de terre locale	1kg	140	154,6	167	168,9	160	173	200	210	195,3	196,6	192,2	193	179,2	
Riz Karundi local	1kg	450	428,9	431	428,8	417	380	340	380	429,6	451,3	456	471,5	422	
Sucre cristal Sosumo	1kg	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	
Huile de palme	75cl	306,3	320	322	325	369	381	347,5	351	300	300	300	317,9	328,3	
Bière Primus	72cl	539,2	500	500	500	500	500	500	500	500	550	600	600	524,1	
Electricité	1Kwh	23,2	23,2	23,2	23,2	23	23	23,2	23,2	23	23	23	23	23	
Eau	1m	68	68	68	68	68	68	68	68	68	68	68	68	68	
Ticket bus(en ville)	1ticket	100	100	100	100	100	100	100	100	100	120	120	120	105	
Indice général(prix cons.)		392,7	388	387	388,8	398	390	383,7	386	402	400,3	412,6	413,7		395,3

Source : Tableau confectionné à partir des données de l'ISTEEBU.

Graphique 5 : Evolution des prix au cours de l'année 2002



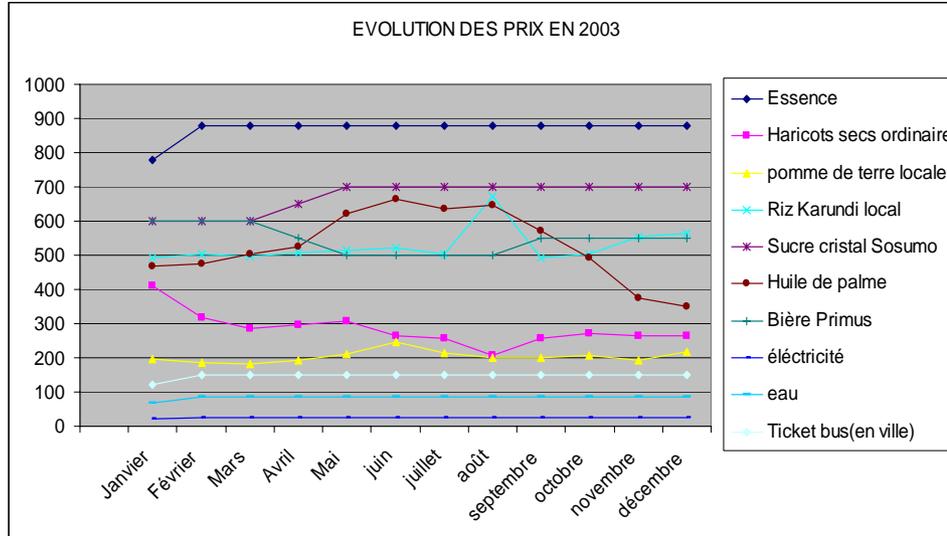
6. Tableau et graphique pour l'année 2003

Tableau n°6 : Evolution des prix à la consommation des ménages de Bujumbura au cours de l'année 2003

Produit	unité statistique													Prix moyen annuel	Indice gnl moyen annuel	
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	Novembre	décembre			
Essence	1l	780	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	880	871,7	
Haricots secs ordinaire	1kg	412,3	317,6	286	297,1	307,1	262,8	258	209	256,2	271	263,2	264,8	283,7		
pomme de terre locale	1kg	197	184,4	183	193,6	210,8	246,7	215	200	200	207,5	193,8	217,9	204,1		
Riz Karundi local	1kg	491,9	505,3	495	505,8	515,9	522,9	504	673	491,3	504,4	551,9	563,8	527,1		
Sucre cristal Sosumo	1kg	600	600	600	650	700	700	700	700	700	700	700	700	700		
Huile de palme	75cl	467,3	475	504	525	620,8	664,6	635	648	570,4	492,2	374,4	348,8	527,1		
Bière Primus	72cl	600	600	600	550	500	500	500	500	550	550	550	550	545,8		
Electricité	1Kwh	23	26,5	26,5	26,5	26,5	26,5	26,5	26,5	26,5	26,5	26,5	26,5	26,2		
Eau	1m	68	86,8	86,8	86,8	86,8	86,8	86,8	86,8	86,8	86,8	86,8	86,8	85,2		
Ticket bus(en ville)	1ticket	120	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	150	147,5		
Indice général(prix cons.)		429,3	423,7	429	430,6	437,1	438,5	437	435	435,6	441,6	455,2	457,9		437,5	

Source : Tableau confectionné à partir des données de l'ISTEEBU.

Graphique 6 : Evolution des prix au cours de l'année 2003



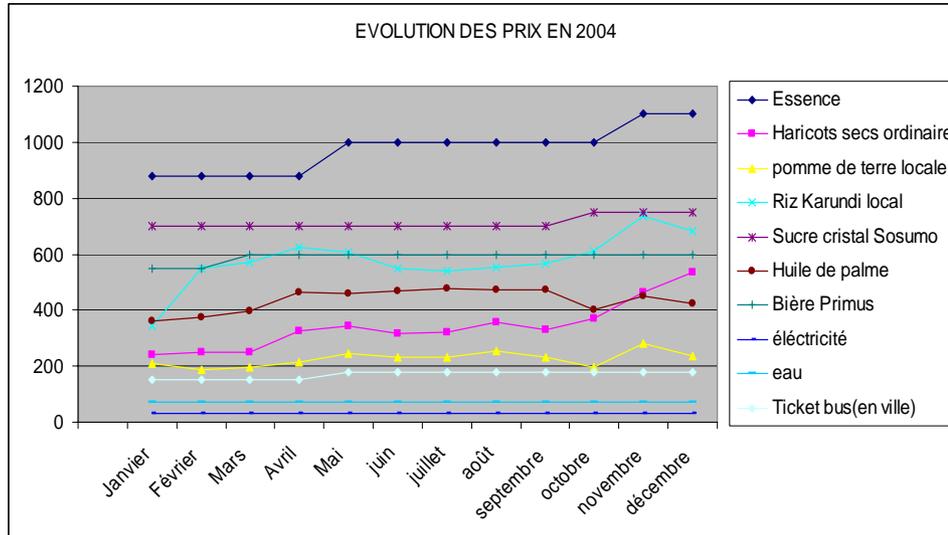
7. Tableau et graphique pour l'année 2004

Tableau n°7 : Evolution des prix à la consommation des ménages de Bujumbura au cours de l'année 2004

Produit	unité statistique													Prix moyen annuel	Indice gnl moyen annuel
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre		
Essence	l	880	880	880	880	1000	1000	1000	1000	1000	1000	1100	1100	976,7	
Haricots secs ordinaire	1kg	242	250	251	326	343,5	317,5	319,4	355,6	331,5	370	462,6	533,5	341,9	
pomme de terre locale	1kg	207,5	186,3	195	215	247,5	230	231,7	253,2	232,3	197,4	280,6	234,7	225,9	
Riz Karundi local	1kg	342,5	550	572	624	607,8	549	541,7	555	565,3	611	734,8	680,3	577,8	
Sucre cristal Sosumo	1kg	700	700	700	700	700	700	700	700	700	750	750	750	712,5	
Huile de palme	75cl	362,5	375	399	463	458,8	467,8	477,5	475	475	400	450	425	435,7	
Bière Primus	72cl	550	550	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	591,7	
Electricité	1Kwh	32	32	32	32	32	32	32	32	32	32	32	32	32	
Eau	1m	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70	
Ticket bus(en ville)	1ticket	150	150	150	150	180	180	180	180	180	180	180	180	170	
Indice général (prix cons.)		445,4	446,4	468	457	480,1	462,3	458,3	483,3	487,3	486,9	502,4	511,8		474,1

Source :Tableau confectionné à partir des données de l'ISTEEBU.

Graphique 7 : Evolution des prix au cours de l'année 2004



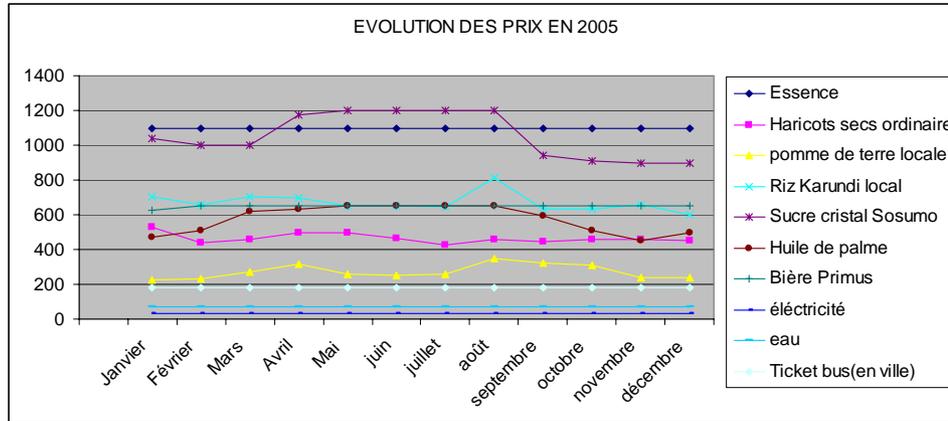
8. Tableau et graphique pour l'année 2005

Tableau n°8 : Evolution des prix à la consommation des ménages de Bujumbura au cours de l'année 2005

Produit	unité statistique	Prix moyen annuel												Indice moyen annuel	gnl	
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre			
Essence	1l	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100	1100		
Haricots secs ordinaire	1kg	526,4	436,4	455	496	500	465	426	460	448,2	458,3	456,3	450	464,9		
pomme de terre locale	1kg	227,9	229,2	271	314	260	250	255	348	325	307,2	238,8	239,9	272,1		
Riz Karundi local	1kg	700,5	658	704	698	650	652	648	814	634,7	634,4	656,3	600	670,8		
Sucre cristal Sosumo	1kg	1035,5	1000	1000	1175	1200	1200	1200	1200	944,5	912,5	900	900	1055,6		
Huile de palme	75cl	470,3	512,5	618	634	650	650	650	650	591,7	509,4	450	500	573,9		
Bière Primus	72cl	625	650	650	650	650	650	650	650	650	650	650	650	650		
Electricité	1Kwh	32	32	32	32	32	32	32	32	32	32	32	32	32		
Eau	1m	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70		
Ticket bus(en ville)	1ticket	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180	180		
Indice général(prix cons.)		539,4	539,4	541	544	540	542	562,1	544	526,2	517,2	516,6	516,7		535,8	

Source : Tableau confectionné à partir des données de l'ISTEEBU.

Graphique 8 : Evolution des prix au cours de l'année 2005



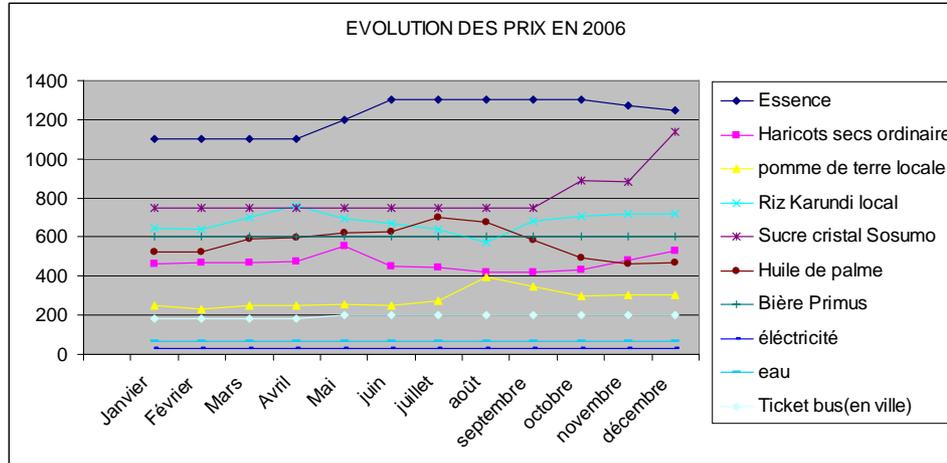
9. Tableau et graphique pour l'année 2006

Tableau n°9 : Evolution des prix à la consommation des ménages de Bujumbura au cours de l'année 2006

Produit	unité statistique	Prix moyen annuel												Indice gnl moyen annuel
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
Essence	1l	1100	1100	1100	1100	1200	1300	1300	1300	1300	1300	1275	1250	1110,4
Haricots ordinaire	secs 1kg	459,6	469,8	470	477	555	453	441,7	421	419,8	430,5	482,5	532,2	467,6
pomme de terre locale	1kg	250	233,8	250	248	255	250	275	398	348,4	301	303,2	306,3	284,9
Riz Karundi local	1kg	645	641,9	699	761	693	669	638,5	575	683,2	703,4	717	716,7	620,6
Sucre cristal	1kg	750	750	750	750	750	750	750	750	750	886	880	1137	804,4
Sosumo	1kg	750	750	750	750	750	750	750	750	750	886	880	1137	804,4
Huile de palme	75cl	525	525	592	596	619	629	700	675	584,9	495,5	460	468,8	572,5
Bière Primus	72cl	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600	600
Electricité	1Kwh	32	32	32	32	32	32	32	32	32	32	32	32	32
Eau	1m	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70	70
Ticket bus(en ville)	1ticket	180	180	180	180	200	200	200	200	200	200	200	200	200
Indice général(prix cons.)		523,6	534,3	549	552	567	568	550,2	549	544,1	550,5	557,3	565	550,9

Source : Tableau confectionné à partir des données de l'ISTEEBU.

Graphique 9 : Evolution des prix au cours de l'année 2006



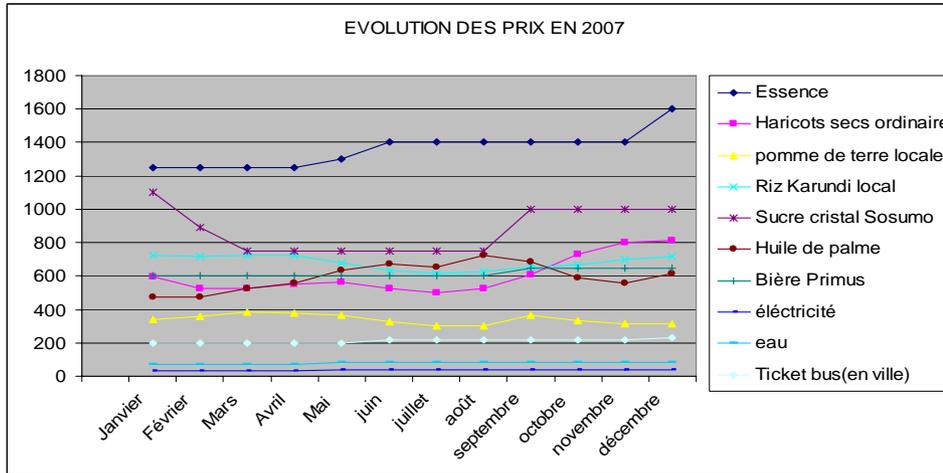
10. Tableau et graphique pour l'année 2007

Tableau n°10 : Evolution des prix à la consommation des ménages de Bujumbura au cours de l'année 2007

Produit	unité statistique	Prix moyen annuel												Indice moyen annuel gnl
		Janvier	Février	Mars	Avril	Mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	
Essence	1l	1250	1250	1250	1250	1300	1400	1400	1400	1400	1400	1400	1600	1354,2
Haricots ordinaire	secs 1kg	594,2	524,2	525,7	551	565	528	500	525	607,5	733,4	799,3	811,3	605,4
pomme de terre locale	1kg	337,5	356,8	381,2	381	366	330	300	300	362,5	334,7	315,2	312,5	339,8
Riz Karundi local	1kg	720,7	715,9	725	727	681	635	613	625	654,4	668,8	697,7	716,7	681,6
Sucre	crystal 1kg	1100	890	750	750	750	750	750	750	1000	1000	1000	1000	874,2
Sosumo	1kg	1100	890	750	750	750	750	750	750	1000	1000	1000	1000	874,2
Huile de palme	75cl	472,9	475	527	554	633	671	651	725	685,5	590	556,3	615,1	596,4
Bière Primus	72cl	600	600	600	600	600	600	600	600	650	650	650	650	616,7
Electricité	1Kwh	32	32	32	32	41	41	41	41	41	41	41	41	38
Eau	1m	70	70	70	70	86	86	86	86	86	86	86	86	80,7
Ticket bus(en ville)	bus(en 1ticket	200	200	200	200	200	220	220	220	220	220	220	230	213
Indice général(prix cons.)		594,3	594,2	594,2	594	597	600	600	599,5	629,5	650,7	653,4	653,4	613,3

Source : Tableau confectionné à partir des données de l'ISTEEBU.

Graphique 10 : Evolution des prix au cours de l'année 2007



11. Tableau et graphique pour la période 1999 - 2007

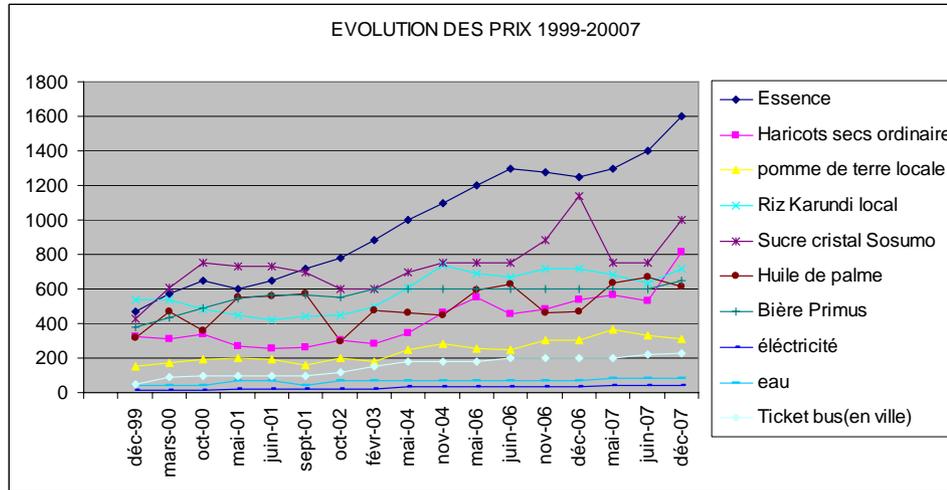
Tableau n° 11: Evolution des prix à la consommation des ménages de Bujumbura pour la période 1999-2007

Les points significatifs de hausse de prix du carburant (de1999-2007) et des autres produits

Produit	Unité Stat	déc-99	mars-00	oct-00	mai-01	juin-01	sept-01	oct-02	févr-03	mai-04	nov-04	mai-06	juin-06	nov-06	déc-06	mai-07	juin-07
Essence	l	470	570	650	600	650	720	780	880	1000	1100	1200	1300	1275	1250	1300	1400
Haricots secs ordinaire	1kg	323,9	308,4	340	266,2	252,1	259,3	302,2	286	343,5	462,6	554,7	452,6	482,5	535,2	565	528,1
pomme de terre locale	1kg	152,4	170,6	190,8	201,7	190	161,3	196,6	182,5	247,5	280,6	254,5	250	303,2	306,3	366,2	329,7
Riz Karundi local	1kg	540	537,9	484,5	451,2	418,4	443,1	451,3	495	607,8	734,8	692,9	668,8	717	716,7	680,9	635,4
Sucre cristal Sosumo	1kg	426,2	607,5	750	734,4	734,4	700	600	600	700	750	750	750	880	1137	750	750
Huile de palme	75cl	318	466,4	360,4	550	556,7	570,3	300	475	458,8	450	595,9	629,2	460	468,8	633,3	671,4
Bière Primus	72cl	378	433,3	490	541,7	566,7	566,7	550	600	600	600	600	600	600	600	600	600
Électricité	1Kwh	12,9	12,9	12,9	23,2	23,2	21,6	23	23	32	32	32	32	32	32	41	41
Eau	1m	42,1	42,1	42,1	68	68	43,2	68	68	70	70	70	70	70	70	86	86
Ticket bus(en ville)	1ticket	50	90	100	100	100	100	120	150	180	180	180	200	200	200	200	220

Source : Tableau confectionné à partir des données de l'ISTEEBU.

Graphique 11 : Evolution des prix sur la période 1999-2007



Chapitre II : FACTEURS D'EVOLUTION DES PRIX D'UNE DIZAINE DE PRODUITS STRATEGIQUES

1. Facteurs d'évolution tirés des tableaux et graphiques de 1998 à 2000

La période de fin 1998 (décembre 1998) à fin 2000 (décembre 2000) a été une période caractérisée par une forte instabilité du prix du carburant. Le prix de l'essence super passa de 350 FBU/l à 470 F/l (décembre 1999), puis de 470 F/l à 570 FBU/l (mars 2000). Le prix ne va pas se stabiliser là non plus parce qu'il va passer de 570 FBU/l à 600 FBU/l (juillet 2000) pour finalement arrêter sa courbe ascendante au mois d'octobre 2000 où 1 litre d'essence super va coûter 650 FBU.

Le journal « Le Renouveau » du 10 janvier 2000 indique que le prix du baril du pétrole est passé à cette période de 10 \$ à 24 \$, soit un accroissement de 140%. A la même période, le cours du dollar passe de 1 \$ = 505 BIF à 1 \$ = 620 BIF, soit une dépréciation de 23%. Vraisemblablement, la hausse des prix du carburant sur le marché international entraîne la dépréciation de la monnaie nationale à cause de l'importance des importations du carburant par rapport à l'importation des autres produits. Vraisemblablement aussi, cette dépréciation de 23% a amené la BRARUDI à revoir à la hausse le prix de ses produits en raison de la nécessité des devises pour l'importation des matières premières. Le prix de la bière Primus passe de 350 F/bouteille de 72 cl (déc. 98) à 380 FBU (déc. 99).

Au regard du graphique qui indique l'évolution des prix à la consommation de l'année 2000, la hausse des prix des produits de première nécessité montre une tendance croissante consécutive à la hausse du prix du carburant. Par exemple, les haricots secs où 1 kg coûte environ 305 FBU (février 2000) passent légèrement à 308,4 FBU (au mois de mars 2000) au même moment où le prix de l'essence super passe de 470 F/l à 570 F/L³. La hausse de ce même kg de haricots secs ordinaires est beaucoup plus prononcée dans le

³ Généralement, la modification des prix de l'essence super et celle des prix du gasoil se font en même temps.

mois qui suit la hausse des prix du carburant (de 308,4 à 322,5 F en avril 2000).

La petite chute du prix des haricots observée aux mois de juin et juillet est vraisemblablement beaucoup plus liée au facteur d'offre plus ou moins importante due aux récoltes, car au mois de septembre 2000 le prix du haricot reprend sa courbe ascendante pour passer de 329,15 à 437 F (déc. 2000), soit un accroissement de 33%. Il y a eu certainement un autre facteur qui est intervenu pour qu'il y ait cette hausse. C'est le fait qu'au mois de décembre la demande en denrées alimentaires est très forte en cette période, en raison d'abord des fêtes de fin d'année ; en raison ensuite des perturbations climatiques dans certaines provinces (Kirundo et Muyinga) qui font que les récoltes ne permettent pas d'avoir une offre suffisante au mois de décembre. Mais cela n'exclurait pas le fait que cet accroissement du prix du haricot se passe dans une période où curieusement le prix de l'essence super passe de 570 F/l (juin 2000) à 650 F (octobre 2000) soit un accroissement de 14%. Encore que les engins de transport consomment plutôt le gasoil.

La courbe représentant l'évolution du prix de la pomme de terre aurait la même explication.

L'huile de palme aurait un prix qui évoluerait indépendamment de ces autres facteurs, son prix changeant en fonction de sa production et de sa demande. On voit en effet que son graphique accuse des chocs de croissance et de décroissance très significatifs sur de petites périodes ne dépassant pas 1 mois. Par exemple, le prix de 75 cl de l'huile de palme passe de 466,4 F (mars 2000) à 631,3 F (avril 2000) puis, de 571,9 F à 712,2 F (mai-juin 2000), soit un accroissement de 24,5%. Le prix va tout d'un coup passer de 640 F (août 2000) à 449,4 F (septembre 2000), soit une décroissance de 29,8% en l'espace d'un mois.

Quant à l'explication de la hausse du prix du sucre SOSUMO, on penserait à la spéculation des commerçants en recherche d'une monnaie de grande valeur en cette période de 1998-2000 qui a été caractérisée par la dépréciation du franc Bu.

L'eau et l'électricité n'affichent aucune relation entre leur prix et celui du carburant. Les prix de ces produits devraient suivre pour partie la tendance de la monnaie burundaise à cause des intrants importés. Mais le contrôle de l'Etat sur la gestion de la REGIDESO ne s'accommode pas toujours de ce principe.

Par contre, il est clairement établi que (selon le tableau et l'allure du graphique) le prix du ticket de transport (en centre ville) est directement lié à l'évolution du prix du carburant.

Exemple : Là où le prix de l'essence passe à un accroissement de 21,3%, le ticket de bus passe à un accroissement de 28,6% (voir février et mars 2000).
 Là où le carburant passe à un accroissement de son prix de 5,26%, le prix du ticket de bus passe à un accroissement de 11,1%.

La seule explication ici étant le fait que le carburant intervient beaucoup dans le transport.

La période de 1998 à 2000 a affiché un taux d'inflation de 29,9%. Ce qui rend le niveau de vie encore plus difficile.

2. Facteurs d'évolution tirés des tableaux de 2001 et 2002

Le prix du carburant a continué sa courbe ascendante, passant de 650 F/l d'essence super à 720 (août 2001) ayant d'abord passé par une chute transitoire d'1 mois (voir mai 2001). Ce qui s'explique peut-être par la volonté de l'Etat de stabiliser le prix du carburant. Mais cela ne dure qu'un mois parce qu'au mois d'août le prix monte à 720 F/l. Cette volonté de l'Etat de stabiliser le prix se montre aussi à partir du fait que le prix de 720 F/l va être maintenu (depuis août 2001 à septembre 2002).

Après septembre 2002, le prix passe de 720 F/l à 780 F/l d'essence super. Dès déjà le mois de juillet, certains facteurs étaient intervenus pour qu'on envisage la modification des prix du carburant.

Il y a notamment les différends au sein de l'ASPB (Association des Sociétés Pétrolières du Burundi)⁴. On déplorait une anarchie dans la fixation des prix du carburant. Chaque pétrolier vendant au prix de sa convenance, si bien qu'il y avait des stations services qui accordaient des ristournes aux clients même si cette forme de concurrence n'était pas permise par la loi.

Il y a ensuite la dévaluation du 27 août 2002.⁵

On peut observer que lorsque le prix du ticket de bus change à la hausse, c'est parce que la hausse du prix du carburant a été significative. Et les autres produits comme le haricot, le riz et la pomme de terre suivent la tendance ascendante, hormis les 2 ou 3 mois où le niveau des récoltes fait légèrement baisser les prix parce que l'offre augmente pour poursuivre la tendance croissante au mois de septembre ou octobre.

Le sucre a un prix stable indépendant du carburant. Il en est de même pour l'huile de palme qui a un prix qui varie en fonction de sa production, c'est-à-dire de sa présence sur le marché (son abondance ou sa pénurie). Par exemple, depuis septembre 2002, on voit que le prix se stabilise pendant 3 mois, alors que pendant les mois précédents le prix n'avait pas cessé de changer, tantôt en hausse, tantôt en baisse. Cela serait lié aussi aux activités de commerce de cette denrée qui s'effectuent à la frontière tanzanienne.

L'eau et l'électricité suivent leur cours normal de stabilité. Curieusement la période de 2001 à 2002 a connu une déflation de 1,32%, si on se reporte à l'indice général moyen annuel.

Sur le graphique de 2002, on voit qu'au mois d'octobre le prix de la bière passe de 550 à 600 soit une augmentation de 9,1%. Cela est peut-être dû à la dévaluation du 27 août 2002 qui vraisemblablement force la BRARUDI à importer à grand frais ses matières premières. Mais aussi, les distributeurs avaient ressenti cela car dès novembre 2002, ils vont spéculer en créant une pénurie par non approvisionnement à la BRARUDI. Peut-être en espérant

⁴ Voir Net Press du 14 juillet 2002.

⁵ Voir Net Press du 11 septembre 2002.

une hausse dans le mois de décembre considéré comme le mois des fêtes où le consommateur est obligé à acheter à n'importe quel prix.

3. Facteurs d'évolution tirés des tableaux et graphiques de 2003 à 2004

La situation qui prévalait à fin 2002 explique une hausse des prix du carburant qui passe de 780 F à 880 F (fév. 2003). Une situation de pénurie artificielle⁶ suite aux décisions contestables du Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme. Cette décision prise par les services du Ministère du commerce fixe le quota de litrage dit bihebdomadaire à sortir de la société d'entreposage (SEP) par les pétroliers propriétaires du carburant. Cette mesure qui a été fortement contestée par la quasi-totalité des pétroliers a perturbé la distribution du carburant. Elle consiste à ce que les pétroliers sortent 1/3 de leurs réserves dans les stocks de la SEP. Ils trouvent ce quota trop petit, ce qui les a d'ailleurs vraisemblablement conduits à une chute libre de leurs chiffres d'affaires (environ 80% de perte) d'après certains.

Au même moment, les banques continuent à réclamer à ces opérateurs économiques des versements quotidiens. Sans oublier les taxes prélevées de l'ordre de 80 F/l pour le fond spécial carburant et 0,21 F/L comme frais de stock du Gouvernement. Tout cela conduit à la pénurie artificielle du carburant pour qu'enfin le gouvernement fixe le prix le 12 fév. 2003 à 880 F/l d'essence super. Conséquemment, le prix du ticket de bus est aussi revu à la hausse (120 F à 150 F le même mois de fév. 2003), soit une augmentation de 25% contre 12,8% de hausse du prix de l'essence. Presque le double de l'augmentation observée sur le prix du carburant.

L'état de grogne qui régnait au sein du secteur pétrolier a continué⁷. L'insatisfaction des pétroliers est due à plusieurs facteurs, dont :

- la multiplicité des impositions fiscales et parafiscales du secteur carburant ;

⁶ Voir Net Press du 23 décembre 2002.

⁷ Voir Net Press du 11 mai 2003.

- les frais financiers qui sont très lourds ;
- les frais de transport de la structure irréalistes parce que trop bas ;
- la fixation en absolu des marges bénéficiaires des grossistes et des détaillants au lieu de pourcentages sur les montants d'importation en devises ;
- la gestion ombrageuse du secteur carburant.

En observant le graphique de 2004, on voit que le prix de l'essence va passer de 880 F/l à 1.000 F/l (avril 2004 à mai 2004) soit 13,6% d'augmentation. Simultanément, le ticket du bus connaît une augmentation de 20%. On voit que l'allure des courbes (haricots, pomme de terre, riz) suit plus que proportionnellement l'allure de l'augmentation du carburant (voir septembre, octobre, novembre et décembre). Par exemple, d'octobre à novembre le prix du haricot passe de 370,0 F à 462,6 F le kg, soit 25% d'augmentation du prix contre 13,6% du prix du carburant.

Le riz passe de 611 F (oct. 2004) à 734,8 F le kg (nov. 2004), soit une augmentation de 20,26% contre 13,6% du carburant.

On peut voir que les produits de première nécessité ont des graphiques qui suivent l'allure de celui du prix du carburant, surtout lorsque la hausse du carburant est significative. Sauf l'huile de palme et le sucre qui ont peut-être des allures découlant d'autres facteurs que l'augmentation du prix du carburant. La bière Primus ayant acquis une stabilité du prix (600 F/bouteille) presque toute l'année 2004.

Le taux d'inflation entre 2003 et 2004 a été de 8,37%, ce qui est relativement contenable.

4. Facteurs d'évolution tirés des tableaux et graphiques de 2005 à 2007

En 2005, le prix du carburant est resté stable toute l'année soit 1.100 F/l d'essence super. L'allure du graphique montrant l'évolution du prix du ticket de bus est la même. La stabilité est parfaitement proportionnelle. Mais le taux d'inflation est galopant, il est de l'ordre de 13,01% contrairement à 8,37% de l'année 2004.

Avec l'état de pénurie qui se déclare en mai et juin 2006, les pétroliers forcent l'Etat à augmenter le prix du carburant qui passe de 1.100 F à 1.200 F (mai 2006), puis de 1.200 F à 1.300 F (juin 2006) jusqu'à la fin de l'année où l'Etat essaie de ramener le prix à la baisse, soit à 1.250 (déc. 2006). Mais le prix reprend son allure ascendante au mois de juin 2007 pour s'arrêter à la fin de l'année 2007 à 1.600 F/l.

Cette instabilité du prix du carburant trouve certes son origine dans les cours internationaux qui continuent à grimper. Mais il trouve son origine aussi dans les problèmes d'une autre nature⁸ :

- La limitation de charge à l'essieu imposée aux camions en provenance du Kenya, l'augmentation des frais d'entreposage à la SEP et la gestion cahoteuse du parc pétrolier de GITEGA ;
- Le fait du Gouvernement de privilégier la voie routière au lieu de privilégier la voie maritime qui est la moins chère. On pourrait également ajouter l'effet de l'inflation ci haut évoquée.

En ajoutant à cela la hausse des prix BRARUDI et les promesses du Président de la République d'augmenter de 34% les salaires des fonctionnaires, on arrive à une hausse généralisée des prix. Il faut se rappeler que le Président de la République a momentanément bloqués les prix des produits BRARUDI en 2007 et par conséquent l'effet de la dévaluation ne s'est pas manifesté.

⁸ Voir Net Press du 15 octobre 2007.

Le carburant étant un intrant dans les circuits commerciaux, l'augmentation de son prix se répercute sur les prix des produits de première nécessité.

Au mois de décembre 2007, le prix du carburant s'acheminait toujours et vertigineusement vers la hausse. Sans oublier que le F.M.I. lui aussi avait exigé que certaines taxes sur les produits pétroliers auxquelles le Gouvernement avait renoncé soient rétablies⁹, c'est-à-dire passent de 10% à 12% pour revenir progressivement à 20% de taxes d'avant juin 2007.

La conséquence est que le 12 décembre 2007, il y a double hausse du prix du carburant et du ticket de bus en Mairie de Bujumbura.

5. Facteurs d'évolution tirés des tableaux et graphiques pour la période 1998 - 2007

En résumé, en sélectionnant tous les points significatifs de la hausse du prix du carburant de 1998 à 2007, on voit que certains produits de première nécessité ont une allure pratiquement proportionnelle à l'allure que prend la hausse des prix du carburant avec un indice général moyen des prix à la consommation qui passa de 285,3 (1998) à 613,2 (2007), soit une inflation de 11%. On peut ici citer les cas des produits vivriers comme le haricot, la pomme de terre et le riz local.

Le service de transport est plus sensible à la montée du prix des carburants et il entraîne la hausse des autres prix, surtout ceux des produits agricoles qui quittent le milieu rural ou l'extérieur (pour peu) pour alimenter les centres urbains.

La dépréciation de la monnaie burundaise et l'évolution des cours mondiaux des intrants qu'utilise la BRARUDI sont entre autres des éléments déterminants pour les prix de ses produits. Des fois, l'opinion croit même que les prix peuvent être stabilisés par une qualité inférieure de la bière

⁹ Voir Net Press du 11 décembre 2007.

notamment PRIMUS due à une substitution du houblon par des produits locaux moins chers.

D'autres produits comme l'eau et l'électricité ou le sucre ont des prix dirigés avec une influence moindre des prix du pétrole.

Quant au sucre, la recherche des monnaies fortes tant par le Gouvernement que par les commerçants peut momentanément provoquer une pénurie suivie par une hausse du prix de ce produit qui, si possible, est remplacé par le sucre importé et plus cher.

Le palmier à huile suit la loi de l'offre et de la demande, ses prix sont influencés par la production disponible sur le marché.

Chap. III : MESURES ET COMPORTEMENTS DES DIFFERENTS ACTEURS ET PROPOSITIONS DE POLITIQUE POUR STABILISER LES PRIX DES PRODUITS STRATEGIQUES

1. Mesures et comportements des différents acteurs du marché des produits stratégiques

1.1. Les acteurs du marché

Deux acteurs semblent dominer le marché des produits stratégiques : les acteurs internes d'abord, les acteurs externes ensuite.

Parmi les acteurs internes, on peut noter l'Etat d'abord, les producteurs ensuite, et, enfin les acheteurs.

Les acteurs externes qui influencent les prix des produits sont nombreux, mais il n'y a pas de place dans le cadre de cette analyse pour apprécier les mesures qu'ils prennent ou les comportements qu'ils tiennent face à l'évolution des prix des produits stratégiques au Burundi.

Il y a lieu en revanche d'apprécier les mesures et les comportements des acteurs internes que sont l'Etat, les acheteurs et les producteurs.

1.2. Les mesures et comportements des acteurs

Il est peut-être sans assez d'intérêt de répertorier en détail et par rapport à tous les produits les mesures et comportements qui s'observent à l'occasion de modifications des prix des produits. On peut ainsi limiter les commentaires à certains d'entre eux comme le recours à la plainte des acheteurs et à la résignation, à la réduction de la taxation, aux blocages administratifs de la hausse des prix, à la gratuité et aux assistances multiformes, aux pénuries spéculatives des vendeurs, à la corruption et autres malversations économiques et financières.

a) Le recours à la plainte et la résignation

De manière générale, lorsqu'il y a hausse des prix, la population s'en remet à la plainte et à la résignation, sans plus. Peu de gens par exemple se demandent comment tirer profit des situations de hausse des prix notamment en essayant de produire plus et vendre moins cher à ce marché, en attendant de solution « miraculeuse ». Ainsi l'on sait que les mois de novembre et décembre sont toujours des mois de disette ; mais, curieusement, personne ne songe à produire des quantités importantes de haricot, de riz et de maïs pour les vendre pendant cette période. Et, dans ce même sens de plainte et de résignation, on voit rarement les gens rechercher à temps des produits de remplacement, réduire ou abandonner la consommation de certains produits en tenant compte de leur nuisance ou de leur utilité. Que coûterait-il au consommateur de diminuer la consommation de la bière primus ou du sucre cristal ?

Au lieu de cela on continue à s'enliser dans les consommations qui ruinent financièrement et qui nuisent même à la santé.

b) Le recours à la réduction de la taxation

Parce que la hausse des prix du carburant entraîne la hausse des prix des autres produits, on a vu souvent l'Etat supprimer ou réduire la taxation des éléments de la structure des prix du carburant. L'Etat le fait pour des raisons politiques ou politiciennes. Pour ces mêmes raisons, l'Etat réduit ou supprime aussi la taxation sur certains produits notamment les produits pharmaceutiques, les matériaux de construction, les produits d'agriculture et les produits de grande consommation comme les produits de la BRARUDI. C'est officiellement pour soulager la misère de la population.

Mais ces mesures de suppression ou de réduction de la fiscalité ont une portée positive limitée puisqu'elles réduisent la misère des populations sans le concours de celle-ci et que leurs effets sont souvent de très courte durée. On sait ainsi que la défiscalisation des médicaments n'a pas réduit pour longtemps le prix payé par le patient. C'est l'enrichissement des populations qu'il faudrait viser pour leur permettre de se prendre en charge et de payer

les produits et les services qu'on leur offre grâce à leur productivité et à leur production effective.

c) Le recours à la gratuité et aux assistances multiformes

Tenant compte de la cherté de la vie et de la misère des populations, l'Etat a par exemple proclamé la gratuité d'une partie de l'enseignement et d'une partie des soins de santé. Ce qui est en soi une très bonne chose. Pour soulager le consommateur, l'Etat fait grandement appel à l'assistance interne ou externe. Et pour ce que l'Etat ne proclame pas formellement gratuit, lui-même et les populations tendent la main aux bienfaiteurs pour soulager la misère des populations démunies. On voit ainsi la mendicité s'institutionnaliser, s'organiser et s'étendre à travers toutes les provinces et toutes les couches de la population, alors qu'hier cela relevait plutôt du marginal. Des gens en pleine condition physique et intellectuelle pour travailler vivent ainsi des efforts d'autrui ; des jeunes qui ont entre 18 et 40 ans vivent de la gentillesse inépuisable de leurs parents, amis et voisins en attendant de vieillir sans avoir exploité les aptitudes dont la nature les a doté. C'est déplorable.

d) Le recours aux blocages administratifs de la hausse des prix

On sait ainsi, à la REGIDESO par exemple, que le prix payé par les consommateurs d'eau et d'électricité est de loin inférieur au coût réel du service. Les augmentations de ces prix sont décriées et l'Etat intervient pour en empêcher la réalisation.

C'est une très bonne chose en soi de permettre à des gens de consommer de l'eau potable et de bénéficier du courant électrique. Mais dès lors qu'on réalise que cet avantage est donné à moins de 2% de la population, on réalise vite que c'est cette population qu'il faudrait enrichir pour permettre plutôt à sa plus grande majorité de bénéficier de pareils services.

e) Les pénuries spéculatives des vendeurs

On observe les pénuries spéculatives des vendeurs particulièrement dans le commerce du carburant et dans le commerce du sucre. On l'observait aussi dans le commerce du pain et des produits BRARUDI à l'époque des prix administrés de ceux-ci. C'est généralement en attente d'une hausse administrative des prix ou pour forcer cette hausse que des opérateurs économiques raréfient les produits, causant ainsi des perturbations et créant des désharmonies dans le marché. Les prix administrés sont par ailleurs l'occasion de corruption et de malversations économiques et financières en période de pénuries. On l'a vu souvent dans le commerce du sucre quand les agents administratifs et de la police abandonnent pratiquement leur rôle premier pour se consacrer au commerce illicite et spéculatif, directement ou indirectement.

f) La corruption et les autres malversations économiques et financières

Les positions politiques, administratives et politico administratives « juteuses » dans l'Etat du Burundi sont généralement d'occupation précaire, de courte durée. Nombre de personnalités élevées à ces positions ont peur de retomber dans la classe moyenne dès qu'elles perdent ces positions. D'où il en est qui se prémunissent contre la misère qui risque de les frapper une fois « en réserve de la République », notamment en s'adonnant à des pratiques de corruption et autres malversations économiques et financières.

Les exemples visibles de dignitaires de régimes précédents ont souvent inspiré des méthodes et des actions de malversations économiques et financières pour des rentrées financières de loin plus importantes.

La stabilité des prix et l'assurance des serviteurs de l'Etat quant à leur lendemain une fois en position de citoyen ordinaire aideraient probablement à la moralisation de nos acteurs politico administratifs.

2. Propositions de mesures de politique pour stabiliser le marché des produits stratégiques¹⁰

On l'a vu plus haut, le carburant est un produit à la fois stratégique et sensible par excellence. Il est à tout le moins à classer au même niveau que certains produits d'agriculture comme le riz et le haricot sec qui constituent la base de l'alimentation de la population en même temps qu'ils occupent une grande place sur les marchés contrairement par exemple aux légumes.

Quoiqu'il en soit, une politique de stabilisation des prix s'impose tant pour les produits stratégiques que pour les autres produits, en particulier pour les produits considérés comme étant de première nécessité dont la liste est malgré tout assez considérable en ce qu'elle englobe non seulement beaucoup de produits d'agriculture, mais aussi d'autres produits importés ou non importés dont la variation des prix à la hausse préoccupe une grande partie de la population. L'on peut par exemple ranger parmi ces produits les médicaments, le matériel scolaire, les équipements aratoires, l'habillement et les ustensiles de ménage.

Quatre orientations de mesures de politique semblent se dégager des lignes qui précèdent : une concentration sur le secteur carburant, une concentration sur la politique d'accroissement de la production d'exportation, une concentration sur la politique de la production pour la consommation intérieure et une concentration sur les principes de libéralisation et de privatisation de l'économie et du commerce.

2.1. Du secteur carburant

Les prix des produits pétroliers tirent les prix de presque tous les autres produits. Les tableaux et graphiques ci avant l'ont démontré.

¹⁰ Comme il s'agit de proposer une politique sectorielle et/ou nationale, les recommandations suivantes concernent les pouvoirs publics, mais tout citoyen peut s'y référer pour développer son plaidoyer ou prendre des initiatives privées quitte à demander l'appui de l'Etat.

De ce fait, toute politique de stabilisation des prix des produits stratégiques passe par l'attention conséquente faite à ce secteur. On peut y arriver par une attention faite en deux directions : le suivi des leçons à tirer du comportement de ce produit sur le marché mondial d'une part et la gestion intérieure responsable du même secteur d'autre part.

a) Le suivi des leçons à tirer du comportement du carburant sur le marché mondial

Le pétrole est la principale source d'énergie des économies industrialisées. Son prix est en hausse en ce moment. Il a atteint 147 \$ le baril en fin du mois de juillet 2008, parce que sa demande a augmenté suite à l'industrialisation rapide des pays émergents, notamment la Chine et l'Inde qui, avec des systèmes productifs hautement énergétivores, et leurs immenses populations, consomment beaucoup de pétrole pour alimenter leur croissance à deux chiffres. La satisfaction du besoin d'équipement en biens durables comme les produits électroménagers et des véhicules complique la situation. En outre, la tendance haussière du prix du pétrole se renforce par le fait que l'énorme déficit public américain, et la crise des subprimes (ces crédits immobiliers à taux variables consentis abondamment par les banques américaines aux ménages sans tenir compte de leurs capacités de remboursement) entraînent une défiance vis-à-vis du dollar américain au bénéfice du pétrole. Autrement dit, le pétrole voit encore sa demande augmenter parce qu'il devient plus sûr d'avoir des actifs libellés en or noir qu'en dollar américain : il devient une valeur refuge pour de nombreux acteurs économiques. Les problèmes politiques et la situation d'insécurité dans les zones d'approvisionnement renchérissent également les prix du pétrole.

Etant donné que les niveaux de production sont saturés, les besoins devenant extensibles, la projection d'un prix de 200 Dollars dans deux ans n'est pas de l'utopie et est porteuse de lourdes conséquences sur l'économie des pays fragiles¹¹, dont le Burundi.

¹¹ La Banque Mondiale considère qu'un pays est en situation fragile lorsqu'un Gouvernement n'a pas un pouvoir effectif sur l'intégralité de son territoire ou lorsque la

Face à cette situation, les autorités politiques doivent être proactives, et précéder les événements, notamment en mettant à profit toutes les opportunités d'investissement dans ce domaine et toutes les ouvertures en matière de coopération et de politique étrangères.

Dans cette logique, l'Etat devrait favoriser les investissements dans la construction de moyens de transports lacustres pour les approvisionnements en carburant ; il devrait négocier avec ses partenaires la mise en place de pipe-lines et de rails jusqu'à Bujumbura.

Ces efforts aboutiraient en effet à payer moins cher le transport du carburant qui vient aujourd'hui en trop grandes quantités par route depuis Eldoret ou Dar es-Salaam à des prix exorbitants.

Dans cette logique aussi, étant éligible au programme « Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC), le Burundi pourrait négocier de bénéficier des facilités de Protection contre les Chocs Exogènes (PCE), y compris le pétrole, assorties des conditions douces en termes de taux d'intérêt (0,5%), de période de grâce (5 ans), et de délais relativement longs de remboursement (10 ans).

Dans cette logique également, le Burundi pourrait être actif en tant que membre du Fonds Africain du Pétrole en constitution par l'Union Africaine, qui sera financé par les Bailleurs internationaux en vue de fournir une assistance aux pays à faible revenu importateurs nets de pétrole (PaFRINP) dont l'accès est soumis à trois critères : le niveau des besoins en devises suite au prix élevé du pétrole sur une période bien précise, la qualité de la gouvernance et la situation géographique du pays.

Dans le même ordre d'idée enfin, le Burundi peut solliciter auprès de la CNUCED un renforcement des capacités dans l'utilisation des instruments

légitimité du Gouvernement est sévèrement contestée et que sa capacité d'administration, de planification et de gestion, est jugée non suffisante. La Banque lui donne une note inférieure à 3,2.

financiers dérivés (SWAP, Futures, Contrats à termes, etc.) afin de se couvrir contre la flambée des prix.

b) La gestion intérieure responsable du secteur carburant

La gestion intérieure responsable du secteur carburant suppose un certain nombre de comportements de la part des décideurs politico administratifs.

Comment concevoir par exemple que l'Etat favorise pour très longtemps le transport par route des produits pétroliers à l'importation au lieu de favoriser la voie maritime qui est la moins chère et accepter de consentir tous les efforts jusqu'à ce qu'elle soit une réalité ? Non seulement le prix du transport par camion est élevé, mais il est payé en devises.

Comment comprendre que l'Etat soit incapable d'instaurer un mécanisme d'ajustement automatique des prix des carburants sur la base des « prix PLATT » et éviter ainsi les désordres de spéculation que l'on connaît toujours à la veille du changement des prix de ce produit ?

Comment soutenir que l'Etat confie la gestion du parc pétrolier de GITEGA à une entreprise d'importation du carburant et ne pas se douter un instant que c'est une voie ouverte à la corruption et autres malversations économiques et financières dès lors que l'on connaît la faiblesse de l'administration, en particulier en période de crise ou de post-crise. Comment en effet le gérant du parc ne serait pas tenté si l'on sait qu'environ la moitié du prix du carburant est constituée de taxation qu'il est tentant d'éluder ?

Comment ne pas s'assurer constamment d'un stock stratégique important quand on sait que le Burundi est enclavé et que toute rupture des voies d'approvisionnement par exemple pour des raisons de sécurité, de politique ou de perturbations physiques des routes peut entraîner des hausses spéculatives des prix du carburant ? Naturellement, la voie que l'on privilégie souvent, c'est-à-dire celle de laisser une autorité acheter le carburant est des plus mauvaises dans un pays rongé par la corruption et les autres malversations économiques et financières.

Le stock stratégique devrait être constitué sur base d'une quantité donnée de litres par chaque importateur proportionnellement au litrage importé, par les fonds tirés du recouvrement des milliards de FBU que le secteur pétrolier doit à l'Etat, ainsi que par les produits des dons pétroliers que les pays amis consentent au pays.

2.2. De la production pour l'exportation

Le carburant occupe une place très importante dans les importations du pays. Aussi, dès qu'il y a une hausse des prix du carburant sur le marché international, le déficit entre nos exportations et nos importations s'accroît, entraînant du coup une dépréciation conséquente de la monnaie burundaise par rapport aux devises d'importation ; la dévaluation du franc burundais entraîne à son tour la hausse des prix de beaucoup d'autres produits, notamment les produits importés et les produits industriels pour lesquels nous importons les matières premières de l'extérieur. Nous sommes donc obligés, pour combattre la hausse des prix des produits stratégiques, de stabiliser la monnaie burundaise, et, au mieux, d'en accroître la valeur par rapport aux autres monnaies de référence.

Pour pouvoir stabiliser le franc burundais, quelques mesures peuvent être suggérées, parmi lesquelles :

- la surveillance de la quantité monétaire en circulation qui doit être compatible avec la production nationale ;
- la limitation du financement du déficit budgétaire par les avances de la BRB à un niveau acceptable et autorisé par la loi ;
- une meilleure maîtrise du taux d'intérêt en agissant notamment sur les réserves obligatoires et sur les éléments en rapport avec le coût des transactions financières ;
- l'allocation budgétaire favorable à la production par le relèvement des dépenses d'investissement et l'orientation des dépenses vers les secteurs économiques ;

- la mobilisation de plus de ressources internes notamment fiscales par l'élargissement de l'assiette fiscale à travers une révision à la baisse des taux d'imposition qui ramèneraient les activités informelles (représentant 77% de l'Economie selon l'ISTEEBU) vers le secteur formel et à travers la réduction des exonérations.¹²

Mais la mesure la plus salubre en la matière est à chercher dans la promotion de la production pour l'exportation. En injectant beaucoup de fonds dans des projets d'exportation qui emploient le plus de populations, par exemple dans l'agriculture, on peut créer les emplois et accroître les moyens de paiement des populations tout en dotant le pays de nouveaux créneaux pour réduire le déficit chronique entre les exportations et les importations, et tendre du coup vers la réévaluation du franc burundais par rapport aux monnaies de référence.

2.3. De la production pour la consommation intérieure

On l'a vu plus haut, la loi de l'offre et de la demande est d'application en matière de variation des prix des produits d'agriculture. En période de récolte du riz, du haricot ou de la pomme de terre, les tableaux et graphiques montrent que les prix baissent. En revanche aux mois de novembre et décembre de chaque année, les produits d'agriculture enregistrent des hausses importantes de prix parce qu'il y a pénurie. Il faut par conséquent accroître la production, et même passer à la transformation et à la conservation pour arriver à la stabilisation des prix des produits d'agriculture. L'accroissement de la production s'impose aussi parce qu'elle doit être reliée

¹² Le système fiscal burundais est caractérisé par une base de prélèvement étroite et des taux élevés. Cette pression fiscale est défavorable à la croissance, dans la mesure où elle s'exerce sur un secteur structuré très réduit. Cette situation conduit à l'évasion fiscale par le développement d'activités informelles et la corruption, qui occasionnent un manque à gagner important au Trésor Public.

Les exonérations constituent aussi une ponction non négligeable sur les recettes fiscales. Elles sont à la base de l'extension du phénomène de fraude et de corruption et participent de la sorte à l'introduction des distorsions dans l'économie nationale.

d'une manière ou d'une autre à la croissance démographique. Pour y arriver les mesures suivantes sont proposées :

- établir un état des lieux sur la superficie des espaces dégradés et du plan de leur reboisement ;
- encourager la villagisation qui engendrera une libération des espaces arables et créera des conditions favorables à la production en association. Doublée d'un encadrement facile et adéquat, cette politique pourra produire des économies d'échelle en même temps qu'elle facilitera l'accès aux facteurs de production (semences, engrais, crédit, technologie, infrastructures, etc) et améliorera les techniques de commercialisation ;
- promouvoir la diversification et la spécialisation des produits agricoles par régions naturelles et ainsi favoriser le passage d'une agriculture de subsistance à une agriculture de marché ;
- mobiliser des appuis nécessaires pour la mise en place des infrastructures et des techniques de transformation, de conservation et de transport des produits agricoles, ce qui limiterait en partie la spéculation commerciale ;
- développer les ressources énergétiques nécessaires à la transformation et à la conservation des produits d'agriculture ;
- doter des moyens nécessaires les institutions de recherche afin de disponibiliser des cultures plus résistantes ;
- vulgariser et rendre accessible à peu de frais les techniques de retenue d'eau, de la petite irrigation, de l'aménagement des marais et de la rotation rationnelle des cultures pour protéger le secteur agricole contre les caprices de la nature ;
- développer l'élevage en stabulation, diffuser les races à haut rendement et intégrer l'activité sylvico-zootechnique à l'agriculture par le

reboisement, la culture des essences agro forestières et des cultures fourragères ;

- mobiliser des fonds pour promouvoir le micro crédit, surtout agricole ;
- encadrer la production agricole et rendre facile l'accès aux intrants de production.
- limiter les fêtes sociales parce qu'elles coûtent trop cher si l'on considère les moyens et le temps qu'on y consacre et que l'on pourrait investir dans la production.¹³

2.4. De la libéralisation et de la privatisation de l'économie et du commerce

Les principes de libéralisation et de privatisation de l'économie et du commerce sont désormais des repères de politique burundaise.

Pendant tout le temps des prix réglementés, les pénuries spéculatives ont été observées et des hausses des prix injustifiées ont souvent été enregistrées. Les exemples les plus récents concernent le pain, le sucre, les produits BRARUDI et le carburant.

Pendant longtemps le prix du pain a été fixé en Conseil des Ministres. Des pénuries étaient artificiellement créées pour forcer l'Etat à modifier ces prix. De longues files d'attentes étaient courantes à l'entrée des boulangeries. Depuis qu'on a libéralisé le prix du pain, combien de pénuries a-t-on observées ? Et quelles hausses des prix injustifiés a-t-on observées ?

Pendant longtemps aussi, le prix des produits BRARUDI était fixé en Conseil des Ministres. Et chaque fois que les prix des intrants prenaient la courbe ascendante, des pénuries spéculatives s'observaient. Mais, depuis que le

¹³ Le Gouvernement pourrait prendre la mesure courageuse d'interdire les fêtes sociales les jours de travail et obtenir ainsi qu'elles soient par exemple organisées le samedi, amenant du coup la population à rester concentrée sur les activités de production.

prix est fixé par la BRARUDI, le calme est presque absolu ; pas de pénurie spéculative ! Et les hausses injustifiées des prix ne s'observent plus.

Seuls le sucre et le carburant continuent à nourrir les désordres de commerce spéculatif. Pourquoi l'Etat doit-il continuer à fixer les prix de ces produits ? Pour le sucre, c'est absolument anormal. Pour le carburant on pourra encore enseigner qu'on ne saurait laisser la fixation des prix aux entreprises qui en font le commerce pour des raisons de protection du consommateur. L'argument tient certes. Mais pas pour longtemps. Qu'arriverait-il en effet de mauvais pour le consommateur si l'Etat s'assurait un stock stratégique qu'il descendrait sur le marché chaque fois que les prix non administrés du carburant prendraient une courbe ascendante injustifiée ? Il est d'autres pays qui laissent les opérateurs du secteur décider des prix qu'ils proposent au consommateur, et c'est la concurrence qui règle le prix du marché, l'Etat s'assurant essentiellement de ses ressources de fiscalité.

Aujourd'hui, dans le fond, la fixation du prix du carburant par l'Administration est plus à relier à un manque d'approfondissement de la réflexion et aux malversations économiques et financières plutôt qu'à une véritable protection du consommateur. La régulation du prix par la concurrence en réduirait nécessairement les envolées. Il faut y souscrire.

CONCLUSIONS ET RECOMMANDATIONS

Dans un contexte globalement turbulent marqué par une récession qui risque d'être longue, le Burundi, pays qualifié de « fragile », ne saurait, dans l'état actuel des choses, être en mesure de réunir dans un avenir proche les solutions nécessaires pour la maîtrise de la montée des prix des produits stratégiques. Cependant, il peut prendre des mesures et construire progressivement une politique permettant d'atténuer l'impact de cette hausse des prix.

Les approches de solution pour la stabilisation des prix prendront vraisemblablement du temps avant de s'imposer aux décideurs politiques, aux vendeurs et aux consommateurs chacun pour ce qui le concerne. Mais elles ont le mérite d'exister et de se baser sur des observations incontestables en même temps qu'elles peuvent servir de débuts d'un débat qu'il convient d'ouvrir sans tarder en le plaçant de préférence dans un cadre de vision globale du développement économique et social.

Dans ce sens, il est utile de dégager quelques recommandations à l'endroit successivement des pouvoirs publics, des vendeurs et des consommateurs.

Recommandations à l'endroit des pouvoirs publics

Dans la perspective de répondre aux attentes des populations sur la question de stabiliser les prix des produits stratégiques les pouvoirs publics pourraient :

- Aider et encadrer les couches compétentes de la population pour que celles-ci soient proactives, notamment en cherchant les voies et moyens de plus de production dans le pays ;
- Eviter de recourir à la réduction de la taxation, aux blocages administratifs de hausse des prix, à la gratuité et aux assistances multiformes lorsque ces formes d'intervention risquent d'aboutir à des solutions artificielles et superficielles qui pervertissent le jeu des équilibres économiques du fait du refus de la vérité des prix ;

dégager plutôt des alternatives de solutions orientées vers plus de production pour donner aux populations les moyens économiques et monétaires qui permettent de juguler les effets de la hausse des prix si cette dernière doit intervenir ;

- Eviter de recourir à la corruption et autres malversations économiques et financières qui peuvent être les causes d'évictions politiques et administratives, avec le risque de sanctions pénales ; réfléchir plutôt profondément dans le sens de créer et d'asseoir des politiques économiques et sociales qui permettent aux concernés de ne pas craindre de redevenir des citoyens ordinaires lorsque les mandats politico administratifs prennent fin ;
- Se donner les moyens de contribuer aux réflexions internationales qui tendent à stabiliser les prix du carburant ;
- Mieux gérer le secteur carburant en le libérant des textes administratifs et contractuels qui y nourrissent la corruption et autres malversations économiques et financières en même temps qu'ils en renchérissent les prix.

Recommandations à l'endroit des vendeurs

Au lieu de se complaire dans les pénuries spéculatives sur certains produits, et éviter ainsi le risque de sanctions administratives et pénales, les vendeurs des produits stratégiques devraient orienter leurs actions dans un syndicalisme positif qui aiderait à :

- Faire pression sur l'Etat pour qu'il conçoive et mette en application des politiques économiques orientées vers plus de production pour réduire les hausses des prix ;
- Stimuler le syndicalisme des acheteurs pour qu'ils fassent le même genre de pression sur l'Etat.

Recommandations à l'endroit des acheteurs

En lieu et place d'attitudes de plainte et de résignation, les acheteurs devraient s'orienter résolument vers plus de syndicalisme positif pour :

- Faire pression sur l'Etat pour qu'il conçoive et mette en application des politiques économiques orientées vers plus de production pour réduire les hausses des prix ;

- Développer des propositions à adresser aux pouvoirs publics dans le sens d'alternatives en cas de hausse des prix et dans le sens de plus de production pour la stabilisation des prix.

QUELQUES SOURCES ET REFERENCES

1. Ministère de la Planification, du Développement et de la Reconstruction, Forum sur les états généraux de l'économie burundaise, Bujumbura, Août 2003
2. Cahier de l'IDEC, Flambée des prix au Burundi : défis et ajustements des politiques, juillet 2008
3. Cadre Stratégique de Croissance et de Lutte contre la Pauvreté du Burundi, septembre 2006
4. Net Press 1998 à 2008.
5. Ministère du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme.

ANNEXE

Extrait des termes de référence de l'étude

Analyse de la politique générale des prix des produits stratégiques au Burundi.

1. Contexte et justification

Depuis ces derniers temps, le Burundi connaît une situation sociopolitique grave engendrée par une guerre fratricide qui sévit dans notre pays depuis environ quinze ans. Les conditions de vie se sont littéralement dégradées à telle enseigne que la population vit dans des conditions extrêmement précaires.

Cette situation s'observe au moment où les prix des produits stratégiques ne cessent de grimper, entraînant du même coup une flambée excessive des prix de première nécessité. Ce qui rend davantage difficile l'accessibilité de la population à ces produits ainsi qu'aux services sociaux de base.

C'est le cas des prix du carburant, des produits Burundi, du sucre, de l'eau et de l'électricité qui rentrent dans la catégorie des produits stratégiques. En effet, depuis plus de dix ans les conditions d'accès à ces produits sont devenues une problématique étant donné que les prix ne cessent d'augmenter et cela à cause notamment de la dépréciation de la monnaie burundaise par rapport aux devises étrangères, de la montée des prix de ces produits sur le marché international, de la spéculation des commerçants et de la taxation qui, parfois, va au-delà même du niveau de taxation de l'ensemble des pays sub-sahariens et de la sous-région¹⁴.

¹⁴ Les études les plus récentes sur le climat des affaires au Burundi révèlent que la pression fiscale est l'une des plus élevées de l'Afrique et du monde. «Au niveau des indicateurs de cette taxation, le Burundi est classé au 108^e rang sur les 178 pays étudiés et réalise la seconde plus mauvaise performance pour les pays d'Afrique sub-saharienne derrière la Gambie ». Cfr Etude sur le climat des investissements au Burundi, rapport provisoire, avril 2008, p. 30

A titre illustratif, au cours de la période allant de 1999 à 2008¹⁵, les prix de certains produits stratégiques ont varié de la manière suivante :

Produit	janvier-1999	janvier-2008	Variation en %
Essence (1 litre)	320	1 600	400
Bière Primus (1 bouteille)	350	700	100
Sucre cristallisé (1 Kg)	370	1 000	170

On se rend compte ainsi que dans une période de 9 ans seulement, les produits ont augmenté de plus de 100% allant parfois jusqu'à 400%. Ce qui contribue à l'aggravation de l'inflation qui n'a cessé de frapper la monnaie burundaise, rendant ainsi plus cher le coût de la vie d'une population vivant, à la grande majorité, en dessous du seuil de pauvreté.

En effet, l'indice général des prix à la consommation est passé de 295 à 598 de 1999 à juillet 2007, soit une variation de 103% (base 1991 = 100)¹⁶. Cette situation s'observe au moment où le Gouvernement ne fait pas d'efforts significatifs pour stabiliser le marché.

C'est dans ce contexte de commercialisation des produits stratégiques au Burundi que l'Observatoire de l'Action Gouvernementale se propose de faire une étude y relative en vue d'éclairer l'opinion en général et les consommateurs en particulier sur les facteurs d'évolution du marché et des prix des produits stratégiques au Burundi, ainsi que sur les mesures à mettre en œuvre en vue de stabiliser le marché de ces produits.

¹⁵ Bulletins mensuels de l'ISTEEBU, janvier 1999 – janvier 2008

¹⁶ Bulletins mensuels de l'ISTEEBU, 1999-2007

2. Objectif de l'étude.

c) Objectif global

Contribuer à asseoir une politique de stabilisation du marché et des prix des produits stratégiques au Burundi.

d) Objectifs spécifiques

- 1) Faire une analyse sur les facteurs d'évolution, la structure du marché et des prix des produits stratégiques au Burundi.
- 2) faire une critique des mesures et comportements des différents acteurs du marché des produits stratégiques au Burundi.
- 3) faire une analyse comparative, en matière des taux d'impôts, par rapport à certains autres pays de la sous région.
- 4) proposer des mesures de politique qui pourraient stabiliser le marché et les prix des produits stratégiques au Burundi.

3. Résultats attendus

- 1) Etude sur la politique des prix des produits stratégiques ;
- 2) L'Observatoire de l'Action Gouvernementale dispose d'un document de plaidoyer à soumettre aux décideurs pour améliorer le fonctionnement du marché des produits stratégiques.

4. Etendue de l'étude

Les produits qui feront objet de l'étude sont le carburant, les produits de la Brarudi, le sucre, l'eau et l'électricité.

5. Mandat du Consultant

Le Consultant a pour mandat de mener une analyse critique de la politique des prix des produits stratégiques au Burundi et faire des propositions de mesures de politique de stabilisation des prix de ces produits.

Pour ce faire, il devra :

- 1) proposer un calendrier et un plan de travail et de présentation des rapports d'étapes ;
- 2) proposer une méthodologie de travail et de collecte des données ;
- 3) présenter les rapports d'étape et discuter avec le comité de pilotage de l'O.A.G. ;
- 4) faire une présentation publique du rapport provisoire en séance de validation ;
- 5) intégrer les suggestions issues de la séance de validation de l'étude dans le rapport final ;
- 6) remettre deux documents durs et une copie électronique du rapport final à l'OAG.